

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 143
N° 5

TE VE'A A TE HANUPOINÉSIA FARANI

Mahana 3
no Fepuare 1994

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 39 DRCL du 24 janvier 1994).	213
Décret n° 94-42 du 14 janvier 1994 relatif au juge aux affaires familiales et modifiant le code de l'organisation judiciaire et le nouveau code de procédure civile. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 40 DRCL du 24 janvier 1994).	218

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 18 BAC du 12 janvier 1994 portant versement des dotations relatives aux annuités d'emprunts pris en charge par le Fonds intercommunal de péréquation.	219
Arrêté n° 19 BAC du 12 janvier 1994 portant versement d'un douzième provisionnel de crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'année 1994, pour les mois de janvier, février et mars.	222
Arrêté n° 24 BCO du 14 janvier 1994 portant délégation de signature au colonel Jean-Jacques Plande, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française, et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française.	226
Décision n° 2-94 D du 17 janvier 1994 portant nomination des membres du comité technique paritaire local compétent à l'égard des fonctionnaires des douanes créés pour l'administration de la Polynésie française.	226
Arrêté n° 31 BAC du 19 janvier 1994 portant attribution au territoire de la Polynésie française d'une subvention de l'Etat au titre de la prise en charge d'un point de la quote-part F.I.P. 1993 (ministère des départements et territoires d'outre-mer, chapitre 4191, article 40).	227

EXTRAITS

Arrêté n° 17 MAFIC du 12 janvier 1994 portant attribution du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.	228
Arrêté n° 26 PEL.E2 du 17 janvier 1994 constatant l'arrivée dans le territoire de M. Jacques Lagarde, conseiller hors classe du corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.	228
Arrêté n° 42 PEL.E3 du 24 janvier 1994 fixant la liste d'admission au concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 1993.	228

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 57 CM du 20 janvier 1994 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 portant organisation du service d'accueil et de surveillance.	228
Arrêté n° 84 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix des extraits ou essences de café non décaféiné, préparations à base de ces extraits ou essences présentés en poudre ou en granulés non lyophilisés de numéro de nomenclature douanière 21.01.10.10.	229
Arrêté n° 85 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix du beurre conditionné en boîtes métalliques sur le territoire.	230
Arrêté n° 86 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix des laits concentrés sucrés et non sucrés conditionnés en boîtes métalliques.	230
EXTRAITS	
Arrêté n° 51 CM du 20 janvier 1994 portant rectificatif à l'arrêté n° 1067 CM du 3 décembre 1993 relatif à l'indemnité représentative de frais particuliers des agents des cabinets ministériels.	231
Arrêtés n° 52 et n° 53 CM du 20 janvier 1994 constatant la fin des fonctions de Mme Eliane Soufet, épouse Chung, et de M. Maurice Pomier, respectivement directeur de cabinet et conseiller technique auprès du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine.	231
Arrêtés n° 54 et n° 55 CM du 20 janvier 1994 constatant la fin des fonctions de MM. Jean-Michel Oncins et Arôna Temu, respectivement directeur de cabinet et conseiller technique auprès du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et des postes et télécommunications.	231
Arrêté n° 56 CM du 20 janvier 1994 constatant la fin des fonctions de M. Marc Pomare, chef de cabinet au ministère de la culture, de l'artisanat traditionnel et des postes et télécommunications.	231
Arrêté n° 58 CM du 20 janvier 1994 portant suspension d'une licence de la navigation charter.	231
Arrêté n° 59 CM du 20 janvier 1994 portant retrait d'une licence de la navigation charter.	232
Arrêté n° 60 CM du 20 janvier 1994 portant transfert de licences de la navigation charter.	232
Arrêté n° 61 CM du 20 janvier 1994 portant octroi de licences de la navigation charter.	232
Arrêté n° 62 CM du 20 janvier 1994 portant attribution des lots des lotissements agricoles territoriaux Matuarui et Atai à Rurutu.	232
Arrêté n° 63 CM du 20 janvier 1994 autorisant M. Teva Meyer à occuper temporairement trois emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 133,5 m ² sis au droit de la terre Ahototeina, parcelle C, à Hitiaa, P.K. 40, commune de Hitiaa O Te Ra.	233
Arrêté n° 64 CM du 20 janvier 1994 accordant la concession temporaire à charge de remblais d'un emplacement du domaine public maritime au P.K. 10,5, commune de Punaauia, au profit de M. Michel Tracqui (régularisation).	233
Arrêté n° 65 CM du 20 janvier 1994 autorisant l'occupation temporaire de la servitude de curage du cours d'eau sis au droit d'une parcelle de la terre Tinifaro (partie) à Mahaena, P.K. 32,800, côté montagne, commune de Hitiaa O Te Ra, au profit de M. Anthony Tom Sing Vien (régularisation).	233
Arrêté n° 66 CM du 20 janvier 1994 autorisant M. Jean-Marie Boubée à exploiter par pompage la nappe d'eau souterraine de deux forages sur ses propriétés à Vaitahe et à Apooiti, commune de Uturoa.	234
Arrêté n° 67 CM du 20 janvier 1994 modifiant l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération.	234
Arrêté n° 68 CM du 20 janvier 1994 modifiant l'arrêté n° 258 CM du 11 mars 1991, portant délivrance d'une nouvelle licence d'armateur à la Compagnie française maritime de Tahiti.	234
Arrêté n° 69 CM du 20 janvier 1994 accordant une dérogation à la licence d'armateur de la Compagnie française maritime de Tahiti pour l'exploitation du navire Taporo V sur la desserte maritime régulière des Tuamotu Centre, Est et Gambier.	234
Arrêté n° 70 CM du 20 janvier 1994 modifiant l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969, portant application de la délibération modifiée n° 68-4 du 25 janvier 1968 instituant un impôt sur les transactions.	235

Arrêté n° 71 CM du 20 janvier 1994 modifiant l'arrêté n° 1381 CM du 23 décembre 1992, modifiant l'arrêté n° 1385 CM du 10 décembre 1991 portant consignation des sommes complémentaires dues aux armements au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990	235
Arrêté n° 72 CM du 20 janvier 1994 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 22-93 OTESE du 28 décembre 1993 adoptant le budget primitif exercice 1994 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs	235
Arrêtés n° 73 à n° 83 CM du 20 janvier 1994 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 29-93 à n° 39-93 OTESE du 28 décembre 1993 attribuant respectivement une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Vaïete, l'A.S. Fei Pi, l'A.S. Central Sport, l'A.S. Valotaha, l'A.S. Excelsior, l'A.S. Jeunes Tahitiens, l'A.S. Dragon, l'A.S. Aorai, l'A.S. Phénix, la D.C.A. Uturoa et l'A.S. Vénus, pour la réalisation de leur complexe sportif	235

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 224 MCA du 20 janvier 1994 refusant la régularisation et ordonnant l'abaissement du cheptel d'un élevage porcin exploité par M. Jacques Tang (établissement de la 1 ^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Tiarapu-Ouest). (Extraits)	236
Arrêté n° 225 MCA du 20 janvier 1994 autorisant M. le directeur du C.F.P.A. de Pirae-Punaruu à installer et exploiter un atelier de menuiserie bois et métallique (établissement de la 2 ^e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia). (Extraits)	236

EXTRAITS

Arrêté n° 222 MCA du 20 janvier 1994 portant modification de l'arrêté n° 1219 MSE du 15 mars 1991 et autorisant M. Luc Parau à installer un dépôt de gaz et à procéder à l'augmentation de la capacité de stockage des hydrocarbures de sa station-service (établissement de la 1 ^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Teva I Uta)	238
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Arrêté n° 230 MFR du 21 janvier 1994 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives.	238
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 255 MFR du 25 janvier 1994 portant proclamation des résultats du concours externe, sur titres, pour le recrutement de deux médecins néphrologues, agents contractuels relevant de la 1 ^{re} catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affectés au Centre hospitalier territorial (service de néphrologie-hémodialyse). ..	239
--	-----

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

Arrêté n° 231 MAE du 21 janvier 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement	239
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 236 MAE.AU.TG du 21 janvier 1994 autorisant, à titre de régularisation, le lotissement réalisé par le Conseil d'administration de la mission catholique (CAMICA) sur une parcelle de la terre Farataviri sise à Puka Puka, Tuamotu.	242
--	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

EXTRAITS

Arrêté n° 226 MEE du 21 janvier 1994 portant nomination des représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires de l'enseignement privé sous contrat du premier degré	242
Arrêté n° 288 MEE du 27 janvier 1994 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française.	242

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAEA

Délibérations municipales n° 55-93 et n° 56-93 du 15 décembre 1993 fixant les redevances sur la consommation en eau et sur le ramassage des ordures ménagères dans la commune de Paëa	242
---	-----

COMMUNE DE PAPEETE

Délibérations municipales n° 93-67 à n° 93-71 du 27 décembre 1993 portant modifications des tarifs : - des droits perçus en matière de certification et de légalisation ; - des expéditions ou extraits d'actes d'état civil ; - des droits d'entrée et des prestations de service à la piscine municipale de Tipaerui ; - de prestations de service et de location d'encarts publicitaires à la piscine municipale de Tipaerui ; - des droits perçus en matière d'urbanisme	244
Délégation municipale n° 93-72 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des droits d'étal, de place, de stockage en chambres froides, de la vente de la glace au marché municipal de Papeete.	246
Délibérations municipales n° 93-73 et n° 93-74 du 27 décembre 1993 portant modifications des tarifs relatifs : - aux concessions au cimetière communal de Papeete ; - à la taxe annuelle sur les appareils à musique, appareils de jeux manuels, de jeux électriques ou électroniques et autres, exploités sur le territoire de la commune de Papeete	247
Délégation municipale n° 93-76 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des autorisations de visite de la vallée de Fautaua	249
Délégation municipale n° 93-77 du 27 décembre 1993 fixant à nouveau les tarifs de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et divers déchets.	249
Délégation municipale n° 93-78 du 27 décembre 1993 portant prélèvement et virement de crédits à l'intérieur du budget communal, exercice 1993.	250

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décret du 13 décembre 1993 portant acquisition de la nationalité française. (Extraits). (J.O.R.F. du 19 décembre 1993, page 17746).	251
Décret n° 94-7 du 4 janvier 1994 relatif au régime de la déduction fiscale en faveur de certains investissements réalisés dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. (J.O.R.F. du 6 janvier 1994, page 343).	251
Décret n° 94-9 du 5 janvier 1994 fixant la composition des tribunaux de grande instance, des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (Extraits). (J.O.R.F. du 7 janvier 1994, page 403).	251
Arrêté ministériel du 16 septembre 1993 portant classement de postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor. (J.O.R.F. du 6 janvier 1994, page 343)	253
Arrêté interministériel du 29 décembre 1993 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (J.O.R.F. du 31 décembre 1993, page 18587)	253
Arrêté ministériel du 4 janvier 1994 relatif à la déconcentration de l'agrément prévu au III ter de l'article 238 bis HA du code général des impôts issu de l'article 30 de la loi n° 93-859 du 23 juin 1993 portant loi de finances rectificative pour 1993. (J.O.R.F. du 6 janvier 1994, page 344)	254

EXTRAITS

Arrêté ministériel du 31 décembre 1993 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une publication. (J.O.R.F. du 4 janvier 1994, page 138)	254
---	-----

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service des douanes. — Cours des changes (période du 3 au 16 février 1994 inclus)	255
Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent pour le mois de janvier 1994	255
Délégation à l'environnement. — Enquête de commodo et incommodo : - M. Maurice Mutin, propriétaire de l'entreprise E.C.M.R. Maurice Mutin, commune de Papeete	256

. PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	257
Annonces diverses	261

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 39 DRCL du 24 janvier 1994 portant promulgation du décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer, paru au J.O.R.F. n° 1 du 1er janvier 1994, page 36.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 24 janvier 1994.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 modifiée portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer, notamment son article 25 ;

Vu l'ordonnance n° 92-1150 du 12 octobre 1992 relative à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 13 juin 1912 modifié portant règlement sur les déplacements aux colonies du personnel non compris au décret du 8 septembre 1910 et la décision présidentielle du 31 octobre 1897 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 88-1111 du 12 décembre 1988 modifié relatif à la détermination du revenu minimum d'insertion et modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) ;

Vu l'avis émis le 22 juin 1993 par le comité consultatif de Nouvelle-Calédonie informé en application de l'article 68 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

DES CONDITIONS DE RESSOURCES

Art. 1^{er}. — Le plafond des ressources mensuelles pour bénéficiaire de l'aide juridictionnelle totale est fixé à un niveau égal à une fois et demie le salaire mensuel minimum brut au 1^{er} janvier de l'année en cours en vigueur dans le territoire d'outre-mer concerné. Le plafond pour bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle est fixé à un niveau égal à deux fois ce salaire mensuel minimum brut.

Art. 2. — Les ressources prises en compte pour apprécier le droit à l'aide juridictionnelle en matière pénale au regard des plafonds fixés par l'article 1^{er} sont la moyenne mensuelle des ressources de la dernière année civile.

Il peut être tenu compte de la moyenne mensuelle des ressources perçues depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours si des modifications du niveau des ressources le justifient.

Art. 3. — Sont exclues de l'appréciation des ressources les prestations familiales et sociales instituées dans chacun des territoires d'outre-mer et ayant un objet équivalent à :

1^o Celui des prestations énumérées à l'article L. 511-1 du code de la sécurité sociale ;

2^o Celui des prestations sociales à objet spécialisé énumérées à l'article 8 du décret du 12 décembre 1988 susvisé.

Art. 4. — Les plafonds de ressources prévus pour l'octroi de l'aide juridictionnelle totale ou partielle sont majorés respectivement d'un montant égal à 10 p. 100 du plafond fixé pour l'aide juridictionnelle totale pour le conjoint ou le concubin à charge, par descendant à charge, par ascendant à charge.

Art. 5. - Sont considérées comme à charge :

1° Le conjoint ou le concubin dépourvu de ressources personnelles ;

2° Le descendant qui, au 1^{er} janvier de l'année en cours, est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il poursuit ses études, de moins de vingt-cinq ans, ou qui est handicapé et vit sous le toit du demandeur à l'aide juridictionnelle ;

3° L'ascendant qui habite avec le demandeur à l'aide juridictionnelle et dont les ressources n'excèdent pas le montant des prestations touchées au titre de l'aide aux personnes âgées.

TITRE II

DES BUREAUX D'AIDE JURIDICTIONNELLE EN MATIÈRE PÉNALE

CHAPITRE I^{er}

De la composition des bureaux d'aide juridictionnelle

Art. 6. - Dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dans le territoire de la Polynésie française, outre son président désigné par le premier président de la cour d'appel, le bureau chargé d'examiner les demandes d'admission à l'aide juridictionnelle en matière pénale comprend un avocat désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats, le directeur des services fiscaux, le chef du service territorial des affaires sociales et un membre désigné au titre des usagers par l'assemblée générale de la cour d'appel. Le procureur général désigne le secrétaire du bureau.

Dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna, le procureur de la République près le tribunal de première instance procède à la désignation du secrétaire du bureau.

Art. 7. - Les présidents et les membres des bureaux sont nommés ou désignés pour une période de deux années. Ces nominations et désignations sont renouvelables.

Les nominations et désignations des membres des bureaux honoraires ne sont renouvelables qu'une fois.

Le président ou le membre qui cesse d'exercer sa fonction pour quelque cause que ce soit avant l'expiration de la période biennale est remplacé par un membre de la même catégorie nommé ou désigné dans les mêmes conditions et selon les mêmes formes que son prédécesseur. Il ne demeure en fonctions que pour la durée de cette période restant à courir.

Le président ou le membre d'un bureau qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé ou désigné cesse d'office d'exercer ses fonctions. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux magistrats qui perdent leur qualité en raison de la cessation de leur activité professionnelle et auxquels l'honorariat n'est pas retiré ou refusé.

Art. 8. - Dans chaque bureau, des suppléants sont nommés ou désignés dans les mêmes conditions que le président et les membres titulaires.

CHAPITRE II

Des demandes d'aide juridictionnelle

Art. 9. - La demande d'aide juridictionnelle en matière pénale est déposée ou adressée par l'intéressé ou par tout mandataire visé à l'article 10 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée au bureau d'aide juridictionnelle.

Elle contient les indications suivantes :

1° Nom, prénoms, profession, nationalité et domicile du requérant ;

2° Objet de la demande en justice avec exposé sommaire de ses motifs ;

3° Le cas échéant, la juridiction saisie ou celle qui doit être saisie de l'affaire ;

4° Le cas échéant, les nom et adresse de l'avocat ou de la personne agréée choisi.

Art. 10. - Le requérant doit joindre à cette demande :

1° Copie du dernier avis d'imposition, s'il y a lieu, ou de toute pièce ayant pour objet de justifier des ressources ainsi qu'une déclaration de ressources ;

2° Le cas échéant, copie de la décision contre laquelle il entend exercer un recours.

Art. 11. - La déclaration de ressources prévue à l'article 10 contient :

1° L'indication de la situation familiale et professionnelle du requérant ;

2° L'énumération complète et détaillée des ressources de toute nature dont le requérant a eu directement ou indirectement la jouissance ou la libre disposition au cours de la dernière année civile et, s'il y a lieu, de l'année de la demande, à l'exclusion des prestations familiales et des prestations sociales définies à l'article 3, ainsi que des ressources de son conjoint, et, le cas échéant, de celles des autres personnes vivant habituellement à son foyer et de celles des personnes éventuellement à charge ;

3° La nature et l'importance de ses biens mobiliers et immobiliers, même non productifs de revenus ;

4° Les éléments extérieurs de son train de vie.

Cette déclaration, à moins que le requérant ne demeure pas habituellement en France, est faite sur un imprimé dont le modèle est établi par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 12. - La demande de l'avocat commis ou désigné d'office ou de la personne agréée qui saisit le bureau d'aide juridictionnelle au lieu et place de la personne qu'il assiste ou qu'il a assistée contient les indications suivantes :

1° Nom, prénoms, profession, nationalité et domicile du bénéficiaire de la commission ou de la désignation d'office ;

2° Nom et adresse de l'avocat commis ou de la personne agréée ;

3° Nature de l'affaire et juridiction saisie.

L'avocat ou la personne agréée fournit, sur les ressources de son client, toutes les indications et les pièces que celui-ci lui a données ou remises à l'appui de sa demande.

Art. 13. - Lorsqu'une demande d'aide juridictionnelle est adressée à un bureau d'aide juridictionnelle par voie postale, sa date est celle de l'expédition de la lettre.

La date de l'expédition est celle qui figure sur le cachet du bureau de poste d'émission.

CHAPITRE III

De l'instruction des demandes

Art. 14. - Le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna peut faire recueillir tous renseignements et faire procéder à toutes auditions.

Il peut entendre ou faire entendre les intéressés.

Si le requérant est dans l'impossibilité de fournir les pièces nécessaires, le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna peut demander la production, même en original, de tous documents de nature à justifier que l'intéressé satisfait aux conditions exigées pour bénéficier de l'aide juridictionnelle.

Il en est de même si le requérant demeure hors de France ou est de nationalité étrangère, sous réserve des conventions internationales.

Le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna peut tirer toute conséquence du défaut, par le demandeur, sans motif légitime, de communiquer dans le délai imparti les documents ou les renseignements demandés.

Art. 15. - En cas de demande d'aide juridictionnelle formée en cours d'instance, le bureau ou le président en avise le président de la juridiction saisie.

Dans le cas où la demande est faite en vue d'exercer une voie de recours, l'avis est adressé au président de la juridiction devant laquelle le recours doit être porté.

CHAPITRE IV

Décisions relatives à l'aide juridictionnelle

Art. 16. – Dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, les décisions du bureau sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 17. – Le secrétaire assiste aux séances.

Le ministère public peut assister aux séances.

Art. 18. – I. – Les décisions mentionnent :

1° Le montant des ressources retenues ainsi que, le cas échéant, les correctifs pour chargés de famille et tous autres éléments pris en considération ;

2° L'admission à l'aide juridictionnelle totale ou partielle, ou le rejet de la demande.

II. – En cas d'admission, les décisions indiquent également :

1° La nature des procédures ou actes en vue ou à l'occasion desquels l'aide juridictionnelle est accordée ainsi que, le cas échéant, le moment de l'instance à compter duquel ou jusqu'auquel le requérant en bénéficiera ;

2° Dans le cas où plusieurs professions sont habilitées à représenter le bénéficiaire de l'aide, le cas échéant, celle de ces professions au sein de laquelle est choisi le représentant ;

3° Si l'aide juridictionnelle est accordée en vue d'une instance devant la cour d'assises ou la cour d'appel, le cas échéant, le barreau auquel appartient l'avocat qui doit être désigné ;

4° S'il y a lieu, le nom et la résidence de l'avocat ou de la personne agréée qui prêtait son concours au requérant avant l'admission ou qui a accepté de lui prêter ce concours au titre de l'aide juridictionnelle, ainsi que le montant des honoraires, ou provisions déjà versées, et qui doivent être imputés sur le montant de la rétribution ;

5° S'il y a lieu, le nom et la résidence de l'avocat ou de la personne agréée désigné dans les conditions prévues aux articles 33 et 34.

III. – En cas d'admission à l'aide juridictionnelle partielle, les décisions précisent en outre le montant de la part contributive de l'Etat ainsi que, dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna, le montant de la contribution due par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle dans les conditions prévues au cinquième alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisées.

IV. – En cas de rejet de la demande, la décision contient les motifs du rejet.

Art. 19. – Le bureau n'est pas lié par la qualification donnée à l'instance.

Art. 20. – Copie de la décision du bureau ou du président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La notification indique les modalités selon lesquelles l'intéressé peut soit former un recours, soit demander une nouvelle délibération.

Dans le cas où la décision prononce l'admission à l'aide juridictionnelle, la notification reproduit les dispositions de l'article 22 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée et de l'article 23 du présent décret.

Art. 21. – Copie des décisions du bureau ou du président prononçant l'admission à l'aide juridictionnelle est adressée sans délai par le secrétaire :

1° A l'avocat ou à la personne agréée désigné pour prêter son concours au bénéficiaire ou, selon le cas, au bâtonnier chargé de désigner l'avocat ;

2° A la caisse des règlements pécuniaires des avocats lorsqu'un avocat est désigné ou choisi ;

3° Au trésorier-payeur général ;

4° Au greffier ou au secrétaire de la juridiction compétente.

Art. 22. – Outre les personnes ou organismes auxquels elles sont notifiées en vertu des articles 20 et 21, les décisions du bureau ou du président ne peuvent être communiquées qu'aux autorités habilitées à exercer un recours.

Elles ne peuvent être ni produites ni discutées en justice, à moins qu'elles ne soient intervenues à la suite d'agissements ayant donné lieu à des poursuites pénales.

Art. 23. – La décision d'admission à l'aide juridictionnelle est caduque si, dans l'année de sa notification, la juridiction n'a pas été saisie de l'instance en vue de laquelle l'admission a été prononcée.

CHAPITRE V

Des recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ou du président du tribunal de première instance

Art. 24. – Le délai dans lequel les demandes de nouvelle délibération du bureau peuvent être présentées en application du dernier alinéa de l'article 12 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée est d'un mois à compter de la notification de la décision à l'intéressé.

Art. 25. – Le délai du recours prévu au premier alinéa de l'article 12 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée est d'un mois à compter du jour de la notification de la décision à l'intéressé.

Le délai du recours ouvert par cet alinéa au ministère public est de deux mois à compter du jour de la décision.

Ce recours est exercé par le procureur général près la cour d'appel pour les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et par le procureur de la République près le tribunal de première instance pour le territoire des îles Wallis-et-Futuna.

Art. 26. – Les recours et demandes de nouvelle délibération sont formés par simple déclaration remise ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au bureau d'aide juridictionnelle ou, dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna, au président du tribunal de première instance.

Ils doivent contenir, à peine de rejet, l'exposé des faits et des motifs sur lesquels ils sont fondés.

En outre, dans le cas où la décision du bureau ou du président a été rendue sur le fondement du dernier alinéa de l'article 14, la demande de nouvelle délibération doit être accompagnée des documents ou renseignements demandés.

Art. 27. – Lorsqu'une décision est déferée, le dossier est transmis à l'autorité compétente pour statuer sur le recours ; celle-ci statue par ordonnance.

Le demandeur à l'aide juridictionnelle est informé du dépôt du recours lorsqu'il n'en est pas l'auteur.

Il peut présenter des observations écrites.

Art. 28. – Lorsque la décision déferée a été l'objet d'une demande de nouvelle délibération par l'intéressé dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 12 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée, il est sursis à statuer sur le recours jusqu'à ce qu'il ait été à nouveau délibéré sur cette décision.

CHAPITRE VI

Du retrait de l'aide juridictionnelle

Art. 29. – Le retrait de l'aide juridictionnelle est décidé par le bureau qui a prononcé l'admission ou par le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna soit d'office, soit à la demande du ministère public.

Art. 30. – Le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna peut faire recueillir tous renseignements et faire procéder à toutes auditions complémentaires.

Il ne peut décider le retrait sans que le bénéficiaire ait été entendu ou appelé à s'expliquer.

Art. 31. – Le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna statue sur le retrait après communication au ministère public lorsque la demande de retrait repose sur des déclarations ou la production de pièces inexactes.

Art. 32. – En cas de retrait partiel de l'aide juridictionnelle, la décision indique la proportion du retrait et, s'il y a lieu, le moment de l'instance à compter duquel il s'applique.

La décision de retrait est notifiée dans les conditions prévues aux articles 20 et 21.

TITRE III

DES AVOCATS ET DES PERSONNES AGRÉÉES

CHAPITRE I^{er}

Du choix ou de la désignation des avocats et des personnes agréées

Art. 33. - Lorsque l'avocat ou la personne agréée choisi par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle accepte de prêter son concours au titre de l'aide juridictionnelle, il en informe, selon le cas, le bâtonnier pour les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française et le président du tribunal de première instance pour le territoire des îles Wallis-et-Futuna. L'avocat ou la personne agréée remet au bénéficiaire un document écrit attestant son acceptation.

Art. 34. - Lorsque le demandeur à l'aide juridictionnelle ne produit pas de document attestant l'acceptation d'un avocat ou d'une personne agréée choisi par lui, la désignation de l'avocat ou de la personne agréée peut être effectuée sur-le-champ respectivement dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française par le bâtonnier, dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna par le président du tribunal de première instance.

Sont avisés de cette désignation :

1^o L'avocat ou la personne agréée, à qui est transmise copie de la décision en lui rappelant les dispositions de l'article 23 ;

2^o Le secrétaire du bureau, qui en informe immédiatement le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle ; celui-ci est invité à se mettre en rapport avec l'avocat ou la personne agréée ;

3^o Le greffier en chef, dans le cas où la juridiction est déjà saisie du litige. Mention du nom de l'avocat ou de la personne agréée est faite au dossier de l'affaire ;

4^o La caisse des règlements pécuniaires des avocats, le cas échéant.

Art. 35. - L'avocat ou la personne agréée commis ou désigné d'office est valablement désigné au titre de l'aide juridictionnelle si la personne pour le compte de laquelle il intervient bénéficie de l'aide juridictionnelle.

Art. 36. - Lorsque l'avocat ou la personne agréée qui prêtait son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle avant que cette aide lui ait été accordée demande à en être déchargé, le bâtonnier ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna se prononce par décision motivée dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 13 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée.

Cette décision est notifiée au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, à l'avocat ou à la personne agréée et, s'il y a lieu, au secrétaire du bureau d'aide juridictionnelle.

Art. 37. - Dans tous les cas où un avocat ou une personne agréée qui prêtait son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est déchargé de sa mission, un remplaçant est immédiatement désigné.

Art. 38. - En cas d'appel, si le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle refuse l'assistance de l'avocat ou de la personne agréée qui lui prêtait son concours en première instance, il en informe, dès le dépôt de sa demande d'aide juridictionnelle, le bureau ou le président du tribunal de première instance dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna.

CHAPITRE II

De la contribution de l'Etat

Art. 39. - La contribution de l'Etat due à l'avocat qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est calculée en fonction du produit de la valeur de la lettre clé fixée ci-après et des coefficients suivants :

PROCÉDURE	COEFFICIENTS
I. - Procédures criminelles	
I. - 1. Instruction criminelle (1).....	50
I. - 2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs ou mineurs, le tribunal pour enfants statuant au criminel.....	40
Majoration par jour supplémentaire.....	12
II. - Procédures correctionnelles	
II. - 1. Débat contradictoire (J.I et J.E) comparution devant le juge délégué.....	2
II. - 2. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (J.I ou J.E) (1).....	20
II. - 3. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (J.I) (1).....	12
II. - 4. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (J.E) avec renvoi devant le tribunal pour enfants (1).....	12
II. - 5. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet).....	3
II. - 6. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants.....	4
III. - Procédures contraventionnelles	
III. - 1. Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5 ^e classe).....	2
IV. - Procédures d'appel	
IV. - 1. Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels.....	4
IV. - 2. Extradition.....	8
IV. - 3. Autres procédures devant la chambre d'accusation.....	3
(1) Y compris appels formés devant la chambre d'accusation.	

La valeur de la lettre clé est fixée chaque année par arrêté conjoint du garde des sceaux et du ministre du budget. A compter de l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'au 1^{er} mars 1994, la valeur de la lettre clé est fixée à 128 F.

Art. 40. - La contribution de l'Etat que perçoit la personne agréée qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est égale au tiers de la contribution de l'Etat fixée à l'article 39.

Art. 41. - La contribution de l'Etat due à l'avocat ou à la personne agréée qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle est celle qui est prévue par les articles 39 et 40, affectée d'un pourcentage calculé en fonction du tableau ci-après :

CONTRIBUTION DE L'ÉTAT (en pourcentage)	RESSOURCES (exprimées par référence au plafond de l'aide juridictionnelle totale : P)
85	$1 \times P$ à $1,055 \times P$
70	$(1,055 \times P) + 1$ à $1,110 \times P$
55	$(1,110 \times P) + 1$ à $1,165 \times P$
40	$(1,165 \times P) + 1$ à $1,220 \times P$
25	$(1,220 \times P) + 1$ à $1,275 \times P$
15	$(1,275 \times P) + 1$ à $1,333 \times P$

Art. 42. - En cas d'aide juridictionnelle partielle dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dans le territoire de la Polynésie française, à défaut d'accord sur le montant de l'honoraire complémentaire entre le bénéficiaire de l'aide et l'avocat, le bâtonnier se prononce selon les formes prévues pour la contestation des honoraires des avocats.

La convention écrite qui fixe l'honoraire complémentaire dû à l'avocat choisi ou désigné au titre de l'aide juridictionnelle partielle est communiquée dans les quinze jours de sa signature au bâtonnier, qui fait connaître son avis à l'avocat et au bénéficiaire de l'aide dans un délai fixé par le règlement intérieur du barreau.

La convention rappelle le montant de la part contributive de l'Etat et, le cas échéant, précise le montant de la provision qui a pu être versée à l'avocat par le bénéficiaire de l'aide avant son admission à l'aide juridictionnelle partielle.

Les contestations relatives à la convention sont réglées dans les conditions et formes prévues pour la contestation des honoraires des avocats.

Les pouvoirs conférés au bâtonnier sont exercés, lorsque le bâtonnier est lui-même choisi ou désigné au titre de l'aide juridictionnelle partielle, par le plus ancien bâtonnier dans l'ordre du tableau, membre du conseil de l'ordre.

Art. 43. - Dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna, les contestations relatives au complément d'honoraires mentionné au cinquième alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée sont portées devant le premier président de la cour d'appel de Nouméa, qui est saisi et statue sans forme.

Art. 44. - L'avocat ou la personne agréée désigné au titre de l'aide juridictionnelle partielle ne peut, en cas de paiements fractionnés, subordonner son intervention au paiement préalable de l'intégralité de la somme.

Art. 45. - Les honoraires ou sommes ainsi que les provisions versées avant l'admission à l'aide juridictionnelle par son bénéficiaire viennent en déduction :

1° De la contribution de l'Etat, en cas d'aide juridictionnelle totale ;

2° De la contribution du bénéficiaire et de celle de l'Etat pour le surplus éventuel en cas d'aide juridictionnelle partielle.

Art. 46. - Lorsqu'un avocat ou une personne agréée désigné ou choisi au titre de l'aide juridictionnelle est, en cours de procédure, remplacé au même titre pour raison légitime par un autre avocat ou une autre personne agréée, la contribution de l'Etat est partagée entre eux, à défaut d'accord, dans la proportion fixée par le bâtonnier ou, dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna par le président du tribunal de première instance. Dans le cas où les avocats n'appartiennent pas au même barreau, la décision est prise conjointement par les bâtonniers des barreaux intéressés.

Si sont intervenus un avocat et une personne agréée, le président du tribunal de première instance doit saisir le premier président de la cour d'appel de Nouméa, qui se prononce après avoir recueilli l'avis du bâtonnier du barreau intéressé.

Art. 47. - Les sommes revenant aux avocats et aux personnes agréées sont réglées sur justification de la désignation au titre de l'aide juridictionnelle et production d'une attestation de mission délivrée par le greffier ou le secrétaire de la juridiction saisie.

Cette attestation mentionne la nature de la procédure, les diligences effectuées et le montant de la contribution de l'Etat.

L'attestation est délivrée ou remise au moment où le juge rend sa décision ou, au plus tard, en même temps que lui en est adressée une expédition.

Les difficultés auxquelles donne lieu l'application du présent article sont tranchées sans forme par le président de la juridiction.

Art. 48. - I. - Les articles 39 et 41 ci-dessus ne sont applicables dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française que jusqu'au 1^{er} mars 1994.

II. - Jusqu'au 1^{er} mars 1994 et pour l'ensemble des territoires d'outre-mer, la contribution de l'Etat due aux avocats et aux personnes agréées est payée par le trésorier-payeur général du territoire d'outre-mer concerné.

III. - A compter du 1^{er} mars 1994, et seulement pour le territoire des îles Wallis-et-Futuna, cette contribution continue d'être payée par le trésorier-payeur général compétent pour ce territoire.

Art. 49. - L'avocat peut renoncer à percevoir la contribution de l'Etat à tout moment et au plus tard dans les deux mois qui suivent la délivrance de l'attestation de mission. Avis de la renonciation est donné au greffier ou au secrétaire de la juridiction saisie.

Art. 50. - En cas de radiation ou de retrait du rôle, le juge peut, sur demande de l'avocat ou de la personne agréée, allouer à celui-ci une rétribution dont il fixe le montant en fonction des diligences accomplies.

Le montant de cette rétribution ne peut excéder la moitié de celle fixée par le barème applicable en aide totale.

Art. 51. - La décision mentionnée à l'article 50 est prise par le président de la juridiction saisie ou son délégué.

Art. 52. - Le rétablissement d'une affaire après sa radiation ou son retrait du rôle ne donne pas lieu à une nouvelle contribution de l'Etat.

Dans le cas où le rétablissement intervient après une radiation ou un retrait du rôle ayant donné lieu à la rétribution mentionnée à l'article 50, l'avocat ou la personne agréée perçoit, à l'achèvement de sa mission, le complément de sa rétribution.

Art. 53. - Dans le cas où une instance est reprise ou poursuivie devant une juridiction, après que la juridiction saisie initialement du litige pour lequel l'aide juridictionnelle avait été accordée s'est déclarée incompétente, l'avocat ou la personne agréée qui prête son concours au bénéficiaire de l'aide peut solliciter une nouvelle contribution de l'Etat. Le président de la juridiction devant laquelle l'affaire est reprise ou poursuivie se prononce sur cette demande et fixe le montant de la contribution complémentaire éventuellement due en tenant compte des diligences effectuées.

Art. 54. - Les avocats et les personnes agréées commis d'office à compter du 1^{er} janvier 1991 et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, dans les procédures mentionnées ci-dessous, s'ils ont prêté leur concours à des personnes dont les ressources étaient inférieures à 75 p. 100 du salaire mensuel minimum brut au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la mission a été achevée, perçoivent, sur leur demande, des indemnités calculées en fonction du produit de la valeur de la lettre clée fixée à 116 F et des coefficients ci-après :

PROCÉDURES	COEFFICIENTS
I. - Procédures criminelles	
I. - 1. Instruction criminelle (1).....	4
I. - 2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs ou mineurs, le tribunal pour enfants statuant au criminel (2).....	5
II. - Procédures correctionnelles	
II. - 1. Débat contradictoire (J.I. et J.E.). Comparution devant le juge délégué.....	1,8
II. - 2. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (J.I. ou J.E.) (1).....	4
(1) Y compris appels formés devant la chambre d'accusation. (2) Lorsque l'audience se prolonge au-delà d'une journée, et quelle que soit sa durée totale, le coefficient prévu à la rubrique I. - 2 est doublé.	

Le bureau d'aide juridictionnelle est saisi conformément aux dispositions de l'article 12.

Art. 55. - Pour les déplacements inférieurs à 1 000 kilomètres effectués par les avocats prêtant leur concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle en matière pénale conformément aux dispositions de l'article 25, alinéa 2, de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 susvisée, il est alloué à la caisse des règlements pécuniaires des avocats, tous les trimestres, une somme équivalant aux frais de transport ainsi engagés. La prise en charge des frais de transport par voie aérienne ou maritime est effectuée sur la base du tarif de la classe la plus économique. Pour les déplacements effectués avec un véhicule per-

sonnel, l'indemnisation est opérée sur la base du taux applicable aux agents de l'Etat mentionnés au décret du 13 juin 1912 sus-visé.

Pour les déplacements supérieurs à 1 000 kilomètres, il est alloué forfaitairement à la caisse des règlements pécuniaires des avocats une somme correspondant à 1,5 fois le coût d'un transport entre le siège de la juridiction dont dépend l'avocat et la section détachée ou le lieu de l'audience foraine.

Ces sommes sont versées sur le compte spécial prévu par l'article 16 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 sus-visée et sont intégralement affectées au remboursement des frais de déplacement engagés par les conseils.

Les modalités et le montant de ce paiement sont déterminés dans chaque barreau par le règlement intérieur.

Le versement de ces sommes à la caisse des règlements pécuniaires des avocats est effectué à partir d'un état récapitulatif des déplacements des avocats qui doit comporter le nom des avocats, les dates, les lieux et la nature des audiences ainsi que le coût des transports supérieurs à 1 000 kilomètres. Cet état est établi par la caisse des règlements pécuniaires des avocats ; il est visé par le greffier en chef.

Le montant ainsi calculé des sommes devant être versées à la caisse des règlements pécuniaires des avocats est fixé par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice. Le versement est effectué par ordonnance directe émise par le garde des sceaux, ministre de la justice, et assignée sur la caisse du payeur général du Trésor de Paris.

Art. 56. — Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1993.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,
PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre du budget,
porte-parole du Gouvernement,
NICOLAS SARKOZY

Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,
DOMINIQUE PERBEN

ARRÊTE n° 40 DRCL du 24 janvier 1994 portant promulgation du décret n° 94-42 du 14 janvier 1994 relatif au juge aux affaires familiales et modifiant le code de l'organisation judiciaire et le nouveau code de procédure civile.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 94-42 du 14 janvier 1994 relatif au juge aux affaires familiales et modifiant le code de l'organisation judiciaire et le nouveau code de procédure civile (ses articles 23, 24 et 25), paru au J.O.R.F. n° 13 du 16 janvier 1994, page 862.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 24 janvier 1994.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.

DECRET n° 94-42 du 14 janvier 1994 relatif au juge aux affaires familiales et modifiant le code de l'organisation judiciaire et le nouveau code de procédure civile.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code civil ;

Vu le nouveau code de procédure civile ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu la loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 modifiant le code civil relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales ;

Vu la transmission effectuée le 29 octobre 1993 au comité consultatif de la Nouvelle-Calédonie ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Section 3

Dispositions diverses et transitoires

Art. 23. — Les juridictions saisies à la date d'entrée en vigueur du présent décret des procédures énumérées à l'article L. 312-1 du code de l'organisation judiciaire demeurent compétentes pour en connaître.

Art. 24. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 1er février 1994.

Art. 25. — Les dispositions des articles 23 et 24 sont applicables dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 26. — Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 janvier 1994.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :
Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,
Pierre MEHAIGNERIE.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
Dominique PERBEN.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 18 BAC du 12 janvier 1994 portant versement des dotations relatives aux annuités d'emprunts pris en charge par le Fonds Intercommunal de péréquation.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des

communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 93-1311 du 13 décembre 1993 fixant pour l'année 1993 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu les modalités arrêtées par le comité de gestion pour la prise en charge par le F.I.P. des remboursements des emprunts souscrits par les communes ;

Considérant que certaines annuités d'emprunts arrivent à échéance en janvier, février et mars, soit avant la répartition initiale 1994 des crédits du F.I.P.,

Arrête :

Article 1er. — Par imputation sur les crédits de la répartition 1994, il est versé aux communes concernées des dotations relatives aux annuités d'emprunts pris en charge par le F.I.P. dont les échéances arrivent à expiration en janvier, février et mars 1994.

Art. 2. — Les sommes revenant à chacune des communes concernées sont annexées au présent arrêté.

Art. 3. — Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale, le chef du bureau des affaires communales, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 1994.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.

Remboursements des annuités d'emprunts pris en charge par le F.I.P.

Janvier 1994			
Organismes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
C.D.C. 1988	12.264.960	1.103.850	13.368.810
C.D.C. 1989	10.916.784	10.307.204	21.223.988
C.D.C. 1990	4.183.206	5.667.572	9.850.778
C.D.C. 1991	1.869.579	2.835.876	4.705.455
Constructions - I - Scolaires	29.234.529	19.914.502	49.149.031
C.D.C.	3.571.139	1.377.955	4.949.094
Socrédo	3.145.351	2.046.352	5.191.703
C.D.C. Mairie-abri	573.059	700.731	1.273.790
Autres emprunts - II -	7.289.549	4.125.038	11.414.587
Total = I + II	36.524.078	24.039.540	60.563.618

Février 1994			
Organismes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
C.D.C.	47.772	184.527	232.299
C.D.C. Mairie-abri	533.187	1.489.134	2.022.321
Autres emprunts	580.959	1.673.661	2.254.620

Mars 1994			
Organismes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
C.D.C. 1988	7.554.710	717.697	8.272.407
C.D.C. 1991	1.083.030	1.577.088	2.660.118
Constructions - I - Scolaires	8.637.740	2.294.785	10.932.525
Socrédo	1.304.001	91.300	1.395.301
Autres emprunts - II -	1.304.001	91.300	1.395.301
Total = I + II	9.941.741	2.386.085	12.327.826

Paiements à effectuer en janvier 1994

- Annuités constructions scolaires 1988	13.368.810
- Annuités constructions scolaires 1989	21.223.988
- Annuités constructions scolaires 1990	9.850.778
- Annuités constructions scolaires 1991.	4.705.455
	<u>49.149.031</u>

Constructions scolaires 1988

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Arue	8.139.474	732.555	8.872.029
Anaa	4.125.486	371.295	4.496.781
	12.264.960	1.103.850	13.368.810

Constructions scolaires 1989

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Rimatara	1.709.716	1.686.166	3.395.882
Bora Bora	4.366.929	4.088.974	8.455.903
Taputapuatea	4.430.835	4.148.812	8.579.647
Uturoa	409.304	383.252	792.556
	10.916.784	10.307.204	21.223.988

Constructions scolaires 1990

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Punaauia	2.584.799	3.501.988	6.086.787
Taiarapu-Ouest	1.598.407	2.165.584	3.763.991
	4.183.206	5.667.572	9.850.778

Constructions scolaires 1991

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Teva I Uta	1.869.579	2.835.876	4.705.455
	1.869.579	2.835.876	4.705.455

Paiements à effectuer en mars 1994

- Annuités constructions scolaires 1988	8.272.407
- Annuités constructions scolaires 1991	2.660.118
	<u>10.932.525</u>

Constructions scolaires 1988

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Uturoa	7.554.710	717.697	8.272.407
	7.554.710	717.697	8.272.407

Constructions scolaires 1991

Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Taïarapu-Est	1.083.030	1.577.088	2.660.118
	1.083.030	1.577.088	2.660.118

Annuités d'emprunts scolaires Caisse des dépôts (C.D.C.)

Janvier 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Punaauia	3.571.139	1.377.955	4.949.094
	3.571.139	1.377.955	4.949.094

Février 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Hiva Oa	47.772	184.527	232.299
	47.772	184.527	232.299

Annuités d'emprunts - cyclones Socrédo

Janvier 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Papara	536.065	362.968	899.033
Huahine	183.794	124.446	308.240
Ua Huka	245.821	123.089	368.910
Anaa	369.863	250.432	620.295
Arutua	739.723	500.866	1.240.589
Manihi	226.800	113.564	340.364
Nukutavake	843.285	570.987	1.414.272
	3.145.351	2.046.352	5.191.703

Mars 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Fangatau Rangiroa	532.241	37.270	569.511
	771.760	54.030	825.790
	1.304.001	91.300	1.395.301

Annuités d'emprunts scolaires C.D.C. (mairie - abri)

Janvier 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Nukutavake	573.059	700.731	1.273.790
	573.059	700.731	1.273.790

Février 1994			
Communes	Capital	Intérêt	Annuités (total)
Arutua	533.187	1.489.134	2.022.321
	533.187	1.489.134	2.022.321

ARRETE n° 19 BAC du 12 janvier 1994 portant versement d'un douzième provisionnel de crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'année 1994, pour les mois de janvier, février et mars.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 93-1311 du 13 décembre 1993 fixant pour l'année 1993 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu mon arrêté n° 715 FIP du 21 juillet 1993 et ses annexes portant répartition initiale des crédits du F.I.P. entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1993,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1994, il est versé aux communes de Polynésie française, des douzièmes provisoires à valoir sur les dotations non affectées de fonctionnement, d'investissement et les charges scolaires qui seront ouvertes par le comité de gestion en réunion de répartition.

Art. 2.— Les sommes revenant à chaque commune en application de l'article précédent figurent dans les annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 3.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1994, il est versé au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française une dotation de 10 millions de F CFP à valoir sur les crédits qui seront ouverts en sa faveur.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale, le chef du bureau des affaires communales, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 1994.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Anne BOQUET.*

(Voir tableaux pages suivantes)

ANNEXE 1

F.I.P. 1994 : Versements d'acomptes provisoires sur les dotations non affectées de fonctionnement (D.N.A.F.)
pour les mois de janvier, février et mars 1994

Communes	Pour mémoire D.N.A.F. 1993	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	173.440.609	14.453.381	14.453.381	14.453.381	43.360.143
Raivavae	33.435.308	2.786.275	2.786.275	2.786.275	8.358.825
Rapa	12.232.383	1.019.365	1.019.365	1.019.365	3.058.095
Rimatarā	26.448.011	2.204.000	2.204.000	2.204.000	6.612.000
Rurutu	53.305.435	4.442.119	4.442.119	4.442.119	13.326.357
Tubuai	48.019.472	4.001.622	4.001.622	4.001.622	12.004.866
<i>Iles du Vent</i>	3.035.555.030	252.962.914	252.962.914	252.962.914	758.888.742
Arue	162.531.688	13.544.307	13.544.307	13.544.307	40.632.921
Faaa	537.098.700	44.758.225	44.758.225	44.758.225	134.274.675
Hiti'a O Te Ra	110.161.359	9.180.113	9.180.113	9.180.113	27.540.339
Mahina	196.652.805	16.387.733	16.387.733	16.387.733	49.163.199
Moorea-Maiao	255.122.408	21.260.200	21.260.200	21.260.200	63.780.600
Paea	166.494.081	13.874.506	13.874.506	13.874.506	41.623.518
Papara	114.018.648	9.501.554	9.501.554	9.501.554	28.504.662
Papeete	572.507.333	47.708.944	47.708.944	47.708.944	143.126.832
Pirae	280.962.046	23.413.503	23.413.503	23.413.503	70.240.509
Punaauia	342.093.388	28.507.782	28.507.782	28.507.782	85.523.346
Taiarapu-Est	134.441.526	11.203.460	11.203.460	11.203.460	33.610.380
Taiarapu-Ouest	77.379.651	6.448.304	6.448.304	6.448.304	19.344.912
Teva I Uta	86.091.397	7.174.283	7.174.283	7.174.283	21.522.849
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	522.263.557	43.521.961	43.521.961	43.521.961	130.565.883
Bora Bora	102.865.552	8.572.129	8.572.129	8.572.129	25.716.387
Huahine	110.197.549	9.183.129	9.183.129	9.183.129	27.549.387
Maupiti	19.373.835	1.614.486	1.614.486	1.614.486	4.843.458
Tahaa	95.969.619	7.997.468	7.997.468	7.997.468	23.992.404
Taputapuataea	64.851.108	5.404.259	5.404.259	5.404.259	16.212.777
Tumaraa	54.770.219	4.564.184	4.564.184	4.564.184	13.692.552
Uturoa	74.235.675	6.186.306	6.186.306	6.186.306	18.558.918
<i>Iles Marquises</i>	190.444.468	15.870.369	15.870.369	15.870.369	47.611.107
Fatu Hiva	11.781.966	981.830	981.830	981.830	2.945.490
Hiva Oa	46.036.739	3.836.394	3.836.394	3.836.394	11.509.182
Nuku Hiva	56.510.380	4.709.198	4.709.198	4.709.198	14.127.594
Tahuata	15.411.573	1.284.297	1.284.297	1.284.297	3.852.891
Ua Huka	12.777.625	1.064.802	1.064.802	1.064.802	3.194.406
Ua Pou	47.926.185	3.993.848	3.993.848	3.993.848	11.981.544
<i>Tuamotu-Gambier</i>	301.215.835	25.101.313	25.101.313	25.101.313	75.303.939
Anaa	17.437.489	1.453.124	1.453.124	1.453.124	4.359.372
Arutua	20.965.864	1.747.155	1.747.155	1.747.155	5.241.465
Fakarava	18.352.419	1.529.368	1.529.368	1.529.368	4.588.104
Fangatau	8.038.314	669.859	669.859	669.859	2.009.577
Gambier	14.697.824	1.224.818	1.224.818	1.224.818	3.674.454
Hao	36.212.262	3.017.688	3.017.688	3.017.688	9.053.064
Hikueru	5.490.221	457.518	457.518	457.518	1.372.554
Makemo	23.959.249	1.996.604	1.996.604	1.996.604	5.989.812
Manihi	15.524.977	1.293.748	1.293.748	1.293.748	3.881.244
Napuka	8.957.729	746.477	746.477	746.477	2.239.431
Nukutavake	8.154.922	679.576	679.576	679.576	2.038.728
Puka Puka	4.622.703	385.225	385.225	385.225	1.155.675
Rangiroa	52.830.158	4.402.513	4.402.513	4.402.513	13.207.539
Reao	11.873.587	989.465	989.465	989.465	2.968.395
Takarua	23.169.256	1.930.771	1.930.771	1.930.771	5.792.313
Tatakoto	5.191.651	432.637	432.637	432.637	1.297.911
Tureia	25.737.210	2.144.767	2.144.767	2.144.767	6.434.301
Total	4.222.919.499	351.909.938	351.909.938	351.909.938	1.055.729.814

ANNEXE 2

F.I.P. 1994 : Versements d'acomptes provisoires sur les dotations non affectées d'investissement (D.N.A.I.)
pour les mois de janvier, février et mars 1994

Communes	Pour mémoire D.N.A.I. 1993	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	52.740.429	4.395.032	4.395.032	4.395.032	13.185.096
Raivavae	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rapa	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rimatarā	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rurutu	12.752.507	1.062.708	1.062.708	1.062.708	3.188.124
Tubuai	11.487.922	957.326	957.326	957.326	2.871.978
<i>Iles du Vent</i>	708.313.685	59.026.135	59.026.135	59.026.135	177.078.405
Arue	37.924.998	3.160.416	3.160.416	3.160.416	9.481.248
Faaa	125.326.129	10.443.844	10.443.844	10.443.844	31.331.532
Hiti'a O Te Ra	25.704.953	2.142.079	2.142.079	2.142.079	6.426.237
Mahina	45.886.789	3.823.899	3.823.899	3.823.899	11.471.697
Moorea-Maiao	59.530.034	4.960.836	4.960.836	4.960.836	14.882.508
Paea	38.849.579	3.237.464	3.237.464	3.237.464	9.712.392
Papara	26.605.009	2.217.084	2.217.084	2.217.084	6.651.252
Papeete	133.588.347	11.132.362	11.132.362	11.132.362	33.397.086
Pirae	65.559.431	5.463.285	5.463.285	5.463.285	16.389.855
Punaauia	79.823.764	6.651.980	6.651.980	6.651.980	19.955.940
Taiarapu-Est	31.370.465	2.614.205	2.614.205	2.614.205	7.842.615
Taiarapu-Ouest	18.055.698	1.504.641	1.504.641	1.504.641	4.513.923
Teva I Uta	20.088.489	1.674.040	1.674.040	1.674.040	5.022.120
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	129.808.651	10.817.384	10.817.384	10.817.384	32.452.152
Bora Bora	24.609.005	2.050.750	2.050.750	2.050.750	6.152.250
Huahine	26.363.073	2.196.922	2.196.922	2.196.922	6.590.766
Maupiti	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tahaa	22.959.259	1.913.271	1.913.271	1.913.271	5.739.813
Taputapuataea	15.514.633	1.292.886	1.292.886	1.292.886	3.878.658
Tumaraa	13.102.935	1.091.911	1.091.911	1.091.911	3.275.733
Uturoa	17.759.746	1.479.978	1.479.978	1.479.978	4.439.934
<i>Iles Marquises</i>	64.498.430	5.374.866	5.374.866	5.374.866	16.124.598
Fatu Hiva	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hiva Oa	11.013.584	917.798	917.798	917.798	2.753.394
Nuku Hiva	13.518.242	1.126.603	1.126.603	1.126.603	3.379.809
Tahuata	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Ua Huka	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Ua Pou	11.465.604	955.467	955.467	955.467	2.866.401
<i>Tuamotu-Gambier</i>	164.638.805	13.719.889	13.719.889	13.719.889	41.159.667
Anaa	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Arutua	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Fakarava	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Fangatau	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Gambier	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hao	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hikueru	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Makemo	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Manihi	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Napuka	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Nukutavake	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Puka Puka	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rangiroa	12.638.805	1.053.233	1.053.233	1.053.233	3.159.699
Reao	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Takarua	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tatakoto	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tureia	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Total	1.120.000.000	93.333.306	93.333.306	93.333.306	279.999.918

ANNEXE 3
F.I.P. 1994 : Versements d'acomptes provisoires sur charges scolaires
pour les mois de janvier, février et mars 1994

Communes	Pour mémoire charges scolaires 1993	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	83.563.300	6.963.606	6.963.606	6.963.606	20.890.818
Raivavae	9.747.955	812.329	812.329	812.329	2.436.987
Rapa	5.171.835	430.986	430.986	430.986	1.292.958
Rimatarā	15.627.290	1.302.274	1.302.274	1.302.274	3.906.822
Rurutu	28.030.955	2.335.912	2.335.912	2.335.912	7.007.736
Tubuai	24.985.265	2.082.105	2.082.105	2.082.105	6.246.315
<i>Iles du Vent</i>	1.593.533.055	132.794.414	132.794.414	132.794.414	398.383.242
Arue	74.523.630	6.210.302	6.210.302	6.210.302	18.630.906
Faaa	217.217.145	18.101.428	18.101.428	18.101.428	54.304.284
Hiti'a O Te Ra	68.285.625	5.690.468	5.690.468	5.690.468	17.071.404
Mahina	90.063.930	7.505.327	7.505.327	7.505.327	22.515.981
Moorea-Maiao	120.962.075	10.080.172	10.080.172	10.080.172	30.240.516
Paea	92.406.985	7.700.582	7.700.582	7.700.582	23.101.746
Papara	78.306.580	6.525.548	6.525.548	6.525.548	19.576.644
Papeete	408.258.380	34.021.531	34.021.531	34.021.531	102.064.593
Pirae	116.036.315	9.669.692	9.669.692	9.669.692	29.009.076
Punaauia	122.013.285	10.167.772	10.167.772	10.167.772	30.503.316
Taiarapu-Est	93.628.565	7.802.380	7.802.380	7.802.380	23.407.140
Taiarapu-Ouest	49.914.515	4.159.542	4.159.542	4.159.542	12.476.626
Teva I Uja	61.916.045	5.159.670	5.159.670	5.159.670	15.479.010
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	307.217.890	25.601.489	25.601.489	25.601.489	76.804.467
Bora Bora	58.497.565	4.874.797	4.874.797	4.874.797	14.624.391
Huahine	64.338.975	5.361.581	5.361.581	5.361.581	16.084.743
Maupiti	5.816.390	484.699	484.699	484.699	1.454.097
Tahaa	55.853.285	4.654.440	4.654.440	4.654.440	13.963.320
Taputapuātea	36.896.020	3.074.668	3.074.668	3.074.668	9.224.004
Tumaraa	31.403.280	2.616.940	2.616.940	2.616.940	7.850.820
Uluroa	54.412.375	4.534.364	4.534.364	4.534.364	13.603.092
<i>Iles Marquises</i>	117.268.045	9.772.336	9.772.336	9.772.336	29.317.008
Falu Hiva	5.568.385	464.032	464.032	464.032	1.392.096
Hiva Oa	34.414.420	2.867.868	2.867.868	2.867.868	8.603.604
Nuku Hiva	36.574.260	3.047.855	3.047.855	3.047.855	9.143.565
Tahuata	5.535.350	461.279	461.279	461.279	1.383.637
Ua Huka	11.492.390	957.699	957.699	957.699	2.873.097
Ua Pou	23.683.240	1.973.603	1.973.603	1.973.603	5.920.809
<i>Tuamotu-Gambier</i>	108.170.935	9.014.237	9.014.237	9.014.237	27.042.711
Anaa	6.207.430	517.285	517.285	517.285	1.551.855
Arutua	8.055.520	671.293	671.293	671.293	2.013.879
Fakarava	7.793.520	649.460	649.460	649.460	1.948.380
Fangatau	3.043.220	253.601	253.601	253.601	760.803
Gambier	9.645.640	803.803	803.803	803.803	2.411.409
Hao	15.156.685	1.263.057	1.263.057	1.263.057	3.789.171
Hikueru	2.561.140	213.428	213.428	213.428	640.284
Makemo	9.263.350	771.945	771.945	771.945	2.315.835
Manihi	5.350.350	445.862	445.862	445.862	1.337.586
Napuka	3.681.250	306.770	306.770	306.770	920.310
Nukutavake	2.616.170	218.014	218.014	218.014	654.042
Puka Puka	1.991.130	165.927	165.927	165.927	497.781
Rangiroa	18.554.670	1.546.222	1.546.222	1.546.222	4.638.666
Reao	4.147.260	345.605	345.605	345.605	1.036.815
Takarua	6.077.380	506.448	506.448	506.448	1.519.344
Tatakoto	2.153.130	179.427	179.427	179.427	538.281
Tureia	1.873.090	156.090	156.090	156.090	468.270
Total	2.209.753.225	184.146.082	184.146.082	184.146.082	552.438.246

ARRETE n° 24 BCO du 14 janvier 1994 portant délégation de signature au colonel Jean-Jacques Plande, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française, et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacement des militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements relevant de la France d'outre-mer, et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 3 janvier 1992 portant nomination de M. Michel Jau, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le titre de commandement du 15 novembre 1993 portant désignation du colonel Jean-Jacques Plande, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1515 DRCL du 25 septembre 1985 fixant certaines règles en application du décret du 27 avril 1939 ;

Vu la circulaire n° 41 DRCL du 25 septembre 1987 relative aux conditions d'admission et de séjour des étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 110 BCO du 1er février 1992 portant délégation de signature au commandant du groupement de gendarmerie de la Polynésie française et aux militaires de la gendarmerie de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée au colonel Jean-Jacques Plande, commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française, pour signer au nom du haut-commissaire les actes relatifs à l'octroi d'indemnités de transport en cas d'évacuation sanitaire des gendarmes affectés dans les îles et des membres de leur famille.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Jean-Jacques Plande, la délégation définie à l'article 1er sera exercée par le lieutenant-colonel Michel Ustaze.

Art. 3.— Délégation est donnée aux personnes ci-après désignées pour signer au nom du haut-commissaire :

- la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans le territoire sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois ;

- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire.

A - Ont délégation pour tout le territoire de la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent, les personnes suivantes :

Groupement de gendarmerie de la Polynésie française :

- Colonel Jean-Jacques Plande (chef de corps) ;
- Lieutenant-colonel Michel Ustaze (chef d'état-major).

B - Ont délégation pour leur circonscription territoriale respective les personnes suivantes :

Iles Sous-le-Vent :

- | | |
|---------------------|---|
| Raiatea (Uturoa) | : adjudant Henri Blomme ;
Mdl/chef Patrick Lopin. |
| Huahine (Fare) | : adjudant Yves Thiery. |
| Bora Bora (Vaitape) | : Mdl/chef Cyril Piritua ;
gendarme Christophe Mignon. |

Iles Tuamotu :

- | | |
|-------------------|---|
| Rangiroa (Tiputa) | : adjudant Daniel Decourbe ;
gendarme Patrick Soulard. |
|-------------------|---|

Iles Gambier :

- | | |
|---------------------|---|
| Rikitea (Mangareva) | : Mdl/chef Daniel Courbeyrette ;
gendarme Poara Lechene. |
|---------------------|---|

Iles Australes :

- | | |
|-------------------|--|
| Tubuai (Mataura) | : adjudant Henri Delcros ;
gendarme Sylvain Metua. |
| Rurutu (Moerai) | : Mdl/chef Loïc Chandemerle ;
gendarme Didier Roques. |
| Raivavae (Rairua) | : Mdl/chef Patrick Ollier ;
gendarme Eric Pichenot. |

Iles Marquises :

- | | |
|---------------------|---|
| Nuku Hiva (Taiohae) | : adjudant Marc Guerin ;
gendarme Bertrand Gross. |
| Ua Pou (Hakahau) | : Mdl/chef Jean-Luc Deza ;
gendarme Sylvain Beaucourt. |
| Hiva Oa (Atuona) | : Mdl/chef Patrick Deroche ;
gendarme Raymond Geenen. |

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 110 BCO du 1er février 1992, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 janvier 1994.
Michel JAU.

DECISION n° 2-94 D du 17 janvier 1994 portant nomination des membres du comité technique paritaire local compétent à l'égard des fonctionnaires des douanes créés pour l'administration de la Polynésie française.

Le directeur régional,
chef du service des douanes de Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, modifié par le décret n° 84-956 du 29 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 313 BCO du 14 avril 1993 portant délégation de signature à M. Maurice Valax, chef du service des douanes et droits indirects ;

Vu l'arrêté n° 895 PEL.E4 du 21 août 1987 créant un comité technique paritaire au sein du service des douanes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1320 D du 26 novembre 1993 modifiant l'arrêté n° 895 PEL du 21 août 1993 créant un comité technique paritaire au sein du service des douanes de la Polynésie française ;

Vu la lettre du secrétaire régional du S.A.D./S.P.N.D.F. en date du 7 janvier 1994 ;

Vu la lettre du président de A Ti'a I Mua/Douanes en date du 5 janvier 1994,

Décide :

Article 1er.— Sont nommés membres titulaires du comité technique paritaire au sein de la direction régionale des douanes de Polynésie française :

1° - Représentants de l'administration :

- le directeur régional ou son adjoint, *président* ;
- deux membres de l'administration ;
- trois rédacteurs, *suppléants*.

2° - Représentants des organisations syndicales :

- représentants du S.A.D./S.P.N.D.F. :
 - M. Walter Vivish, *titulaire* ;
 - M. Patrick Parayre, *titulaire* ;
 - Mlle Nicole Blaise, *suppléant* ;
 - M. Bernard Teina, *suppléant* ;
- représentants de A Ti'a I Mua/Douanes :
 - M. Félix Fong, *titulaire* ;
 - M. Vincent Maono, *suppléant*.

Art. 2.— La présidence du comité technique paritaire est assurée, en cas d'absence du directeur régional, par son adjoint.

Art. 3.— Le directeur régional est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 janvier 1994.
Maurice VALAX.

ARRETE n° 31 BAC du 19 janvier 1994 portant attribution au territoire de la Polynésie française d'une subvention de l'Etat au titre de la prise en charge d'un point de la quote-part F.I.P. 1993 (ministère des départements et territoires d'outre-mer, chapitre 4191, article 40).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1353 du 30 décembre 1993 portant loi de finances rectificative pour 1993 ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 93-1311 du 13 décembre 1993 fixant pour l'année 1993 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'accord cadre du 27 janvier 1993 du pacte de progrès économique, social et culturel ;

Vu l'ordonnance de délégation de crédits n° 467 du 5 janvier 1994 d'un montant de 27.300.000 FF (496.363.636 F CFP), chapitre 4191, article 40, du ministère des départements et territoires d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer, chapitre 4191, article 40, il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 27.300.000 FF (496.363.636 F CFP), au titre de la "Prise en charge par l'Etat d'un point de la quote-part F.I.P. 1993".

Art. 2.— Cette subvention sera imputée en recette au budget du territoire, au chapitre BL 970, article 737-15, "Subventions de l'Etat".

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 janvier 1994.
Michel JAU.

Par arrêté n° 17 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 janvier 1994.— Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

- Afaiapia née Pahape Fleur, Amaru Marurai Ramon, Atiu Méléinda, Avaerou Hauata, Bessert Vetea, Boulic Patrice, Bremond Béléinda, Campa Martin Ramona Vahinenuinaea, Clark Joseph, Clark Romain Wilfred, Clark Jean-Malo, Cros Heifara Philippe, Faafatua Titaina, Faatau Linda, Fariua Tino Manea Guy, Flores Lilie, Fournier Angéline, Fuhrer Adélaïde Marie Louise, Graux Robert, Hatuuku Luc Lionel, Hauata Hina, Heitaa Daniel, Hellemont Evalita Noelani Heinui, Hunter Rocky Fanautahi, Iotefa Vaearii Rolande, Ipu Stéphane, Jeune Heiarii Vanina, Jouen Méléinda, Jumel Michèle, Kava Lilia Mathilde, Kug Hue Patricia Hinano, Labaste Teapuaoteani Hei, Layney Edouard, Lam Kwan Luc Myranda Tatiana, Lanteires Leilani Tetaurai, Le Bronnec Mathurin Tafetani, Leprieur Cathy Tamara Denise, Lethuillier Hinamoe Stella, Ly Sao Philippe Tsien Min, Mahaa Claudino, Manate Ulla Maire, Manate Marc, Manea Cécile, Martin Christelle Reine Hina, Marurai Clarisse, Mata Jimmy, Matae Sandra, Mataitai Tauraa Moea, Mendiola Aroma, Moevai Dany France, Mollon Avearii Lydie, Moutame née Roopinia Valentine, Neuffer Elise, Niuaitei Brenda, Nui Marcellino Timi, Oputu Teraimateata Mareva Rava, Pahape Tufano, Parau Weena Tumata, Parker Faimano Anne Lise, Parker Wendy Hinaraurea, Parker Jackson Veheata, Parker Lesta Rataro, Parrino Stéphanie, Patii née Teriipaia Miriama, Pautheha Françoise, Perry Thomas Alfred, Piehi Adélaïde, Poevai Raissa Thérèse, Puupuu Adrienne, Raioho Laëtitia, Rangimakea Moeroa, Raufauore Tetuanui Marurau, Rauzy Frebault Joëlle, Reiatua Ariinui, Rupea Sylvana Poema, Savoie Clarisse Tevaite, Sit Seo Yen Grégor Vaitea, Snow René, Swapp Imereta, Taerea Wendy Pareanuanua, Tahiaata Torea, Tamarii Elisabeth Tahiapahakua, Tamata née Teai Rarahu Loana, Tapati Esther, Tatarata Olga, Tauhiro Solange, Tauhiro Tamara, Tauraatua Charline, Tautoo Maea, Tautoo Manoa, Tchang Moea, Teahu Lydie Tahia, Teahui Gilles, Teapuaoteani Jean-

Baptiste, Teata Ranie Mokouri, Teato épouse Taana Edwige, Tefana Noéline, Tehaamoana épouse Frebault Esther Eliane, Tehaavi Emilie Manca, Teiho Bertrand, Teihotu Tatiana, Temahu Yolande Herenui, Temake Timiri Soraya, Temarii Patiare Christina Hemoana, Temarii Patiare Teura, Temauriuri Lery, Terai Richard Toofa, Terii Corinne, Teriireroiterai Graziella Hiura, Teriipaia Christina, Teriitaochia Agnès, Teto Ingrid, Tetuaheiporoihaura Ana, Tetupaia Faahira Vahine, Tevaearai Marie Francisco, Tiakura Steve, Tiatia Kaléon, Tihoni Rollin Tunui, Tihoni Brenda, Tinomana Brigitte Turia Imere, Tissot Lena Hinano, Tuhei Sandy Faarei Heimata, Tupea Yamila, Tutairi Noélanie, Van Bastolaer Ian, Van Cam Heilani Teremu, Vaudin Elvira, Vayssière Virginie, Virgile Tiare Christiane, Viriamu Christelle, Viriamu Marie.

Le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs est attribué aux personnes dont les noms suivent :

- Ami Cécile, Tiahu-Sandford Andréa, Tsu Jean-Claude.

Par arrêté n° 26 PEL.E2 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 17 janvier 1994.— Est constatée l'arrivée dans le territoire le 27 décembre 1993 (par vol Corsair) de M. Jacques Lagarde, conseiller hors classe du corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, qui a pris ses fonctions au tribunal administratif de Papeete le 1er janvier 1994.

Par arrêté n° 42 PEL.E3 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 janvier 1994.— Sont déclarés définitivement admis (par ordre de mérite), par le jury, au concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de secrétaire en chef du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 1993, les candidats suivants :

- n° 1, Jean-Marie Colombani ;
- n° 2, Chantal Doom ;
- n° 3, Aurore Degage.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 57 CM du 20 janvier 1994 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 portant organisation du service d'accueil et de surveillance.

NOR : SAS9400075AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 portant création du service d'accueil et de surveillance ;

Vu l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 modifié portant organisation du service d'accueil et de surveillance ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration ;

Vu la délibération n° 91-7 du 17 janvier 1991 relative à la durée du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 19 janvier 1994,

Arrête :

Article 1er.— L'article 6 de l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes à compter du 1er janvier 1994 :

Art. 6 (nouveau).— Les taux des indemnités prévues à l'article 3 de la délibération n° 88-5 AT du 11 février 1988 susvisée, sont fixés ainsi qu'il suit :

- indemnité de première mise payable à l'engagement 20.000 F CFP
- indemnité mensuelle d'entretien d'uniforme et d'équipement 6.000 F CFP

Les indemnités fixées à l'alinéa ci-dessus remplacent la prime d'entretien et d'habillement et la prime mensuelle dénommée prime mensuelle de sujétion figurant le cas échéant à titre individuel aux contrats de travail des agents de sécurité.

Les agents de sécurité nommés par arrêté aux fonctions suivantes bénéficient d'une prime mensuelle de sujétion au taux suivant :

- adjoint au chef de service 35.000 F CFP
- chef de brigade 20.000 F CFP
- adjoint au chef de brigade 5.000 F CFP

L'indemnité de sujétion attribuée aux adjoints au chef de service remplace la prime mensuelle pour travaux pénibles ou prime mensuelle de responsabilité figurant le cas échéant à titre individuel aux contrats de travail de ces agents et tiennent lieu forfaitairement d'indemnités pour travail de nuit définies par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.

Le versement de la prime de sujétion est subordonné au service effectif de l'agent, la position de congé annuel étant assimilée à celle du service effectif.

Les chefs de brigade, adjoints au chef de brigade et les agents de sécurité bénéficient des primes et indemnités instituées par les articles 24 et 25 de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration et l'article 17 de la délibération n° 91-7 du 17 janvier 1991.

Art. 2.— Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté n° 90 CM du 29 janvier 1990, sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1994.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUIILLARD.

ARRETE n° 84 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix des extraits ou essences de café non décaféiné, préparations à base de ces extraits ou essences présentés en poudre ou en granulés non lyophilisés de numéro de nomenclature douanière 21.01.10.10.

NOR : SAES940067AG

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation ;

Vu l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation sur le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 26 janvier 1994,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix maximaux de vente des extraits ou essences de café, présentés en poudre ou en granulés, non lyophilisés, de numéro de nomenclature douanière 21.01.10.10, sont fixés, en F CFP, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
- conditionnement de 50 g	106,4	118
- conditionnement de 200 g	362	400
- conditionnement de 750 g	1.212	1.340

Art. 2.— Les prix des extraits ou essences de café de conditionnements intermédiaires s'établissent proportionnellement aux prix du conditionnement le plus proche de ceux précités.

Art. 3.— L'importation des cafés précités de toutes origines est soumise à l'obtention préalable d'une licence d'importation délivrée par le service du commerce extérieur et visée par le service des affaires économiques.

Art. 4.— Tout importateur, détenteur de stocks des cafés précités, est tenu de déposer au service des affaires économiques un état quantitatif de ses stocks, arrêté au soir du 15 et du dernier jour de chaque mois, qui indiquera, en kilogrammes, le stock initial, les entrées et sorties, et le stock final.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— L'arrêté n° 457 CM du 27 mai 1993 fixant les prix des extraits ou essences de café non décaféiné, préparations à base de ces extraits ou essences présentés en poudre ou en granulés, non lyophilisés, de numéro de nomenclature douanière 21.01.10.10, est abrogé.

Art. 7.— Le ministre de l'économie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1^{er} février 1994 et publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 1994.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :
Le ministre de l'économie,
Georges PUCHON.

ARRÊTE n° 85 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix du beurre conditionné en boîtes métalliques sur le territoire.

NOR : SAE940008AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation ;

Vu l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 26 janvier 1994,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1^{er} février 1994, sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix maximaux de vente des beurres conditionnés en boîtes métalliques sont fixés, sur les bases suivantes, en F CFP par kilogramme :

Numéros de nomenclature douanière	Dénomination des produits	Prix de gros	Prix de détail
04.05.00.10	Beurre en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g et moins	328,19	363
04.05.00.20	Beurre en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 g	321,50	356

Art. 2.— Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux produits détenus en stock par les détaillants à la date du 1^{er} février 1994.

Art. 3.— L'importation des beurres précités de toutes origines est soumise à l'obtention préalable d'une licence d'importation délivrée par le service du commerce extérieur et visée par le service des affaires économiques.

Art. 4.— Tout importateur, détenteur de stocks des beurres précités, est tenu de déposer au service des affaires économiques un état quantitatif de ses stocks, arrêté au soir du 15 et du dernier jour de chaque mois, qui indiquera, en kilogrammes, le stock initial, les entrées et sorties, et le stock final.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est poursuivie, réprimée et sanctionnée conformément à la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— L'arrêté n° 22 CM du 15 janvier 1993 fixant les prix du beurre conditionné en boîtes métalliques sur le territoire est abrogé.

Art. 7.— Le ministre de l'économie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1^{er} février 1994 et publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 1994.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :
Le ministre de l'économie,
Georges PUCHON.

ARRÊTE n° 86 CM du 26 janvier 1994 fixant les prix des laits concentrés sucrés et non sucrés conditionnés en boîtes métalliques.

NOR : SAE940011AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation ;

Vu l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation sur le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 26 janvier 1994,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er février 1994, sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix de vente maximaux des laits concentrés conditionnés en boîtes métalliques sont fixés sur la base des prix suivants, en F CFP par kilogramme :

Numéros de nomenclature douanière	Dénominations des produits	Prix de gros	Prix de détail
04.02.91.10	Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g ou moins : sans sucre	163,00	180
04.02.99.10	Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g ou moins : sucrés	217,29	240
04.02.91.20	Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 g : sans sucre	149,00	164
04.02.99.20	Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 g : sucrés	203,22	225

Art. 2.— Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux produits détenus en stock par les détaillants à la date du 1er février 1994.

Art. 3.— L'importation des laits précités de toutes origines est soumise à l'obtention préalable d'une licence d'importation délivrée par le service du commerce extérieur et visée par le service des affaires économiques.

Art. 4.— Tout importateur, détenteur de stocks des laits précités, est tenu de déposer au service des affaires économiques un état quantitatif de ses stocks, arrêté au soir du 15 et du dernier jour de chaque mois, qui indiquera, en kilogrammes, le stock initial, les entrées et sorties, et le stock final.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— L'arrêté n° 458 CM du 27 mai 1993 fixant les prix des laits concentrés sucrés et non sucrés conditionnés en boîtes métalliques est abrogé.

Art. 7.— Le ministre de l'économie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 1994.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'économie,
Georges PUCHON.

NOR : SCP9300844AC

Par arrêté n° 51 CM du 20 janvier 1994.— La mention "pour compter du 1er octobre 1993" figurant au 1er alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 1067 CM du 3 décembre 1993, complétant l'arrêté n° 568 CM du 21 mai 1991 relatif à l'indemnité représentative de frais particuliers des agents des cabinets ministériels, est annulée.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 52 CM du 20 janvier 1994.— Est constatée au 10 novembre 1993, la fin des fonctions de Mme Eliane Souflet épouse Chung, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine.

Par arrêté n° 53 CM du 20 janvier 1994.— Est constatée au 10 novembre 1993, la fin des fonctions de M. Maurice Pomier, conseiller technique auprès du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine.

Par arrêté n° 54 CM du 20 janvier 1994.— Est constatée au 10 novembre 1993, la fin des fonctions de M. Jean-Michel Oncins, directeur de cabinet auprès du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et des postes et télécommunications.

Par arrêté n° 55 CM du 20 janvier 1994.— Est constatée au 10 novembre 1993, la fin des fonctions de M. Arona Temu, conseiller technique au ministère de la culture, de l'artisanat traditionnel et des postes et télécommunications.

Par arrêté n° 56 CM du 20 janvier 1994.— Est constatée au 10 novembre 1993, la fin des fonctions de M. Marc Pomare, chef de cabinet au ministère de la culture, de l'artisanat traditionnel et des postes et télécommunications.

NOR : NAM9400078AC

Par arrêté n° 58 CM du 20 janvier 1994.— La licence n° 847 CM du 13 août 1991 attribuée à M. Girard Claude au titre du "Wildcat" fait l'objet d'une mesure de suspension jusqu'à l'arrivée du navire.

NOR : NAM9400077AC

Par arrêté n° 59 CM du 20 janvier 1994. — Les navires suivants font l'objet d'une mesure de retrait de leur licence charter pour cause d'insuffisance d'activité :

- Chin Blu IV, licence n° 1120 CM du 19 octobre 1990 de M. Fabre Pierre ;
- Meerschau, licence n° 908 CM du 7 août 1992 de M. Faucon Philippe ;
- Miz Mae, licence n° 1082 CM du 18 septembre 1989 de M. Desmot Alain ;
- Roscop, licence n° 847 CM du 7 août 1989 de M. Cherchali Alain ;
- Timshell, licence n° 334 CM du 15 avril 1985 de M. Faure Claude ;
- Vaimanatea, licence n° 90 CM du 27 janvier 1987 de M. Lucas Henri ;
- Jo Nui, licence n° 563 CM du 28 avril 1989 de M. Maau Georges ;
- Moana Vaihi, licence n° 563 CM du 28 août 1989 de M. Constant Jean-Pierre ;
- Moetia, licence n° 1240 CM du 30 août 1983 de la société Haurepe Charter ;
- Revatua, licence n° 88 CM du 15 avril 1985 de M. Gérard Joseph ;
- Tepua III, licence n° 186 CM du 19 novembre 1984 de Mme Timau Rachèle.

Les navires suivants font l'objet d'une mesure de retrait de leur licence à la demande de leur propriétaire.

- Blue Water, licence n° 563 CM du 28 avril 1989 de M. Chene Ernest ;
- September Morn, licence n° 455 AM du 20 avril 1982 de Moorings ;
- Tropical Jazz, licence n° 455 AM du 20 avril 1982 de Moorings ;
- Rêves Mouillés, licence n° 455 AM du 20 avril 1982 de Moorings ;
- Impetuous, licence n° 455 AM du 20 avril 1982 de Moorings ;
- Fetia, licence n° 309 CM du 23 mars 1990 de Moorings.

La licence n° 1460 CM du 20 décembre 1990 du navire "Monade" de la société A.T.M. fait l'objet d'une mesure de retrait, le navire ayant été vendu.

La licence n° 847 CM du 13 août 1991 du navire à voile "Yaora" de la société The Moorings fait l'objet d'une mesure de retrait, le navire n'étant jamais arrivé dans le territoire.

NOR : NAM9400078AC

Par arrêté n° 60 CM du 20 janvier 1994. — Les licences attribuées à la société A.T.M. - Stardust par arrêté n° 231 CM du 29 mars 1993 au titre de 2 Océanis 500 de 15,24 m, sont transférées au profit de 2 Océanis 440 de 13,16 m de la même société.

La licence n° 28 CM du 14 janvier 1983 attribuée à M. Eric Le François au titre du "Taitua" est transférée à M. Meurisse Robert qui a racheté le navire et l'a rebaptisé le "Heivai II".

NOR : NAM9400079AC

Par arrêté n° 61 CM du 20 janvier 1994. — Une licence de la navigation charter est attribuée aux navires suivants :

- 1 navire à voile "Taravana" de 15,37 m de M. Richard Postma ;
- 8 navires à voile pour la S.A.R.L. The Moorings :
 - 2 - Moorings 405 de 12 m ;
 - 2 - Moorings 445 de 13,13 m ;
 - 3 - Moorings 510 de 15,40 m ;
 - 1 - Cata Lagoon 42 de 12,95 m ;
- 1 navire à voile type catamaran Tobago 35 de 10,60 m de Tahiti Yacht Charter ;
- 1 navire à voile "Shandora" de 15,20 m de M. Raison Philippe ;
- 1 navire à voile "Hiti Nui 2" de 17,30 m de la société Archipels Croisières ;
- 1 navire à voile "Coriolis" type ketch plaisance de M. Thomas Bruce et Mlle Lopez Marie.

Une licence de la navigation charter est attribuée aux yachts à moteur suivants, sous réserve de l'emploi d'au moins deux Polynésiens à bord de chacun d'eux.

- "Chato" de 26,21 m de M. Frey Karl ;
- "Antipodean" de 36 m de M. Cribb Geoffrey Paul de la Goldstone Ltd ;
- "Jami" de 29,87 m de M. Ciullo ;
- "Corona del Mar" de 36,52 m de M. O'Connors Guy de la Bob Saxon Cie.

Une licence de la navigation charter est attribuée aux navires à moteur suivants sous conditions :

- "Maraamu III" de 22,50 m appartenant à M. James Walker sous réserve du respect scrupuleux des normes de sécurité pour l'équipement de son navire et pour le transport de ses passagers ;
- 1 navire à moteur de 9 m à construire localement pour Mlle Matchi Françoise Titua, sous réserve de l'approbation des plans du navire par le service des affaires maritimes.

Les licences mentionnées ci-dessus sont accordées sous conditions résolutoires que les entreprises concernées auront justifié préalablement de leur inscription au registre du commerce ainsi que d'une assurance de responsabilité civile.

NOR : DOM901111AC

Par arrêté n° 62 CM du 20 janvier 1994. — Les parcelles ci-après définies des lotissements agricoles territoriaux Metuarii et Atai sont attribuées aux personnes suivantes :

I. Lotissement Metuarii :

N° lot	Superficie	Nom	Prénom
8	1 ha 34	Moōtua	Roger
19	2 ha 58	Tevaata	Sylvain
22	1 ha 58	Tuhiti	Teora
23	1 ha 14	Tepa	Léon

II. Lotissement Atai :

N° lot	Superficie	Nom	Prénom
1a	1 ha 20	Manuel	Michel
19a	1 ha 50	Maui	Anua
22	1 ha 82	Parau	Edwin

Le montant annuel du fermage dû par les attributaires est fixé au prorata de la superficie louée calculé selon le barème suivant :

- lotissement Metuarii : 10.000 F/ha/an ;
- lotissement Atai : 7.500 F/ha/an.

NOR : DOM940006AC

Par arrêté n° 63 CM du 20 janvier 1994. — M. Teva Meyer est autorisé à occuper à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée de 9 années consécutives, trois emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 133,5 m², sis au droit d'un emplacement public remblayé et attenant à la parcelle C de la terre Ahototeina à Hitiaa, P.K. 40, commune de Hitiaa O Te Ra.

Ces emplacements sont définis comme suit :

- 1/ un remblai d'une superficie de 25 m², désigné par l'emplacement A ;
- 2/ un slip d'une superficie de 24 m², désigné par l'emplacement B ;
- 3/ et un ponton d'une superficie totale de 84,5 m² aménagé d'une plate-forme de 20 m², désigné par l'emplacement C.

Et tels qu'ils figurent sur le plan joint au dossier.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, savoir :

1/ Le bénéficiaire devra laisser le libre accès du public à ces trois ouvrages.

2/ Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire, notamment en ce qui concerne la matérialisation de l'emplacement C et la protection du milieu naturel.

3/ Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation du domaine public maritime et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes les contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard, tout recours contre le territoire.

4/ Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement du territoire.

5/ Enfin, à l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les installations sans aucune indemnité.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *quarante mille francs CFP* (40.000 F CFP).

S'agissant d'une régularisation, la redevance annuelle d'occupation du remblai et du slip est doublée pour les deux premières années d'occupation, soit un montant total de *cent mille francs CFP* (100.000 F CFP) payable à la signature de l'acte administratif d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 avril 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions citées ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré

infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : DOM9400019AC

Par arrêté n° 64 CM du 20 janvier 1994. — Est accordé aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblais et pour une durée de neuf années consécutives, au profit de M. Michel Tracqui, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 516 m², sis au droit d'une parcelle de terre cadastrée section E, n° 14, commune de Punaauia.

Et tel qu'il figure sur le plan dressé par le géomètre Christian Guion le 4 novembre 1993.

Conditions particulières

1/ Le concessionnaire est tenu d'établir et entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de 3 mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer et d'en laisser l'accès libre des deux côtés.

2/ Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public et des surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Par conséquent, le concessionnaire, M. Michel Tracqui devra déplacer, à ses frais, la clôture existante empiétant sur la parcelle du remblai d'une largeur de trois (3) mètres réservée à un usage public. En outre, il devra assurer la remise en état du pâte de corail remblayé sans autorisation ainsi que la destruction du ponton. Ces emplacements représentent une superficie de 44 m², tels qu'ils sont définis au plan dressé par M. Christian Guion le 4 novembre 1992.

Ces mesures devront être impérativement exécutées dans un délai maximum de trois mois à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *cent cinquante-quatre mille huit cents francs CFP* (154.800 F CFP). Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

S'agissant d'une régularisation, la redevance annuelle est exigible et doublée pour les deux premières années d'occupation, soit une redevance de *six cent dix-neuf mille deux cents francs CFP* (619.200 F CFP) pour 1992 et 1993.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 avril 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions citées ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité et/ou résilier la présente autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : DOM9400020AC

Par arrêté n° 65 CM du 20 janvier 1994. — M. Anthony Tom Sing Vien est autorisé, à titre de régularisation, à occuper la

servitude de curage du cours d'eau sis au droit d'une parcelle de la terre Tinifaro (partie) à Mahaena, commune de Hitiaa O Te Ra.

La présente occupation est autorisée pour l'implantation d'un bâtiment d'élevage porcin et de ses dépendances. Et tel que le tout figure au plan joint au dossier.

Le pétitionnaire, M. Anthony Tom Sing Vien devra assurer régulièrement et à sa charge le curage du cours d'eau au droit de sa propriété.

Par arrêté n° 66 CM du 20 janvier 1994.— M. Jean-Marie Boubée est autorisé à exploiter deux forages d'eau souterraine sis :

- l'un sur une parcelle de la terre dit domaine J.G. Neuffer, plan parcellaire n° 150, répertorié forage n° 1, servant à l'alimentation en eau du Sunset Beach Hotel à Apooiti, commune de Raiatea ;
- l'autre sur une parcelle de la terre dit domaine Boubée, cadastrée section AH n° 48 (ou p. p. 117), répertorié forage n° 2, destiné à l'alimentation en eau du lotissement Boubée, à Vaitahe, commune de Uturoa.

Tel qu'ils figurent sur les plans en date du 15 décembre 1989 établis par M. Anding Leninger et sur les plans d'équipement de forage fournis.

Cette autorisation est consentie pour une durée de neuf ans aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, savoir :

1) M. Boubée sera tenu de contrôler régulièrement la qualité de l'eau pompée. Toute anomalie constatée devra être signalée au service d'hygiène et de la salubrité publique.

Chaque année, une analyse de l'eau pompée devra être effectuée à ses frais. Les résultats de l'analyse de chacun des deux forages devront être transmis à la direction de l'équipement, groupement étude et de gestion du domaine public.

L'analyse portera sur les paramètres suivants :

- Température, pH, conductivité, turbidité, oxygène dissous ;
- Titre hydrotimétrique (TH), titres alcalimétriques (TA et TAC) ;
- Silice, calcium, magnésium, ammonium, sodium, potassium, fer total, carbonates, hydrogénocarbonates, chlorures, sulfates, nitrites, phosphates.

2/ Il sera tenu de respecter toutes les conditions techniques et les prescriptions qui pourraient lui être imposées par les services et organismes compétents du territoire en ce qui concerne les mesures de protection, d'hygiène et de contrôle de la qualité de l'eau, et les modalités techniques d'exhaure de l'eau.

3/ Il sera seul responsable de tout dommage causé par la mise en place du forage et de l'exploitation de la nappe d'eau souterraine.

Le territoire ne pourra, en aucun cas, être mis en cause ou appelé en garantie pour quelque cause ou quelque motif que ce soit.

La présente autorisation est consentie moyennant une redevance forfaitaire de deux cent mille francs CFP (200.000 F CFP)

par an, payable d'avance à la caisse de receveur des domaines à Papeete. Elle sera révisable sur décision du conseil des ministres.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Faute par M. Boubée de se conformer à l'une quelconque des clauses et conditions sus-citées, cette autorisation pourra être révoquée par arrêté en conseil des ministres.

NOR : 7719300289AC

Par arrêté n° 67 CM du 20 janvier 1994.— L'annexe 1 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération, est modifiée comme suit, s'agissant du navire Taporo V de la Compagnie française maritime de Tahiti.

Au lieu de :

Colonne 4 - 465 ;

Colonne 6 - 12.090.

Lire :

Colonne 4 - 1.000 ;

Colonne 6 - 26.000.

Le reste sans changement.

NOR : 7719400040AC

Par arrêté n° 68 CM du 20 janvier 1994.— L'article 1er de l'arrêté n° 258 CM du 11 mars 1991 portant délivrance d'une nouvelle licence d'armateur de la Compagnie française maritime de Tahiti, est remplacé comme suit :

"La quantité d'hydrocarbures par rotation fixée à l'annexe 1 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990 susvisé est portée, s'agissant de la Compagnie française maritime de Tahiti, pour le navire Taporo V de 25.000 à 30.000 litres. La quantité annuelle est de 780.000 litres pour 26 rotations."

Le reste sans changement.

NOR : 7719400053AC

Par arrêté n° 69 CM du 20 janvier 1994.— Une dérogation à sa licence d'armateur est accordée à la Compagnie française maritime de Tahiti pour l'exploitation du navire Taporo V sur la desserte maritime provisoire des Tuamotu Centre, Est et Gambier, à la place des îles Marquises, suite au naufrage du navire Ruahatu.

Les atolls de desserte sont :

Tuamotu Centre : Anaa, Hao, Hikueru, Marokau, Reka Reka et Tauere.

Tuamotu Est : Ahunui, Aki Aki, Anuanuraro, Anuanurunga, Hereheretue, Manuhangi, Negonego, Nukutavake, Nukutepipi, Paraoa, Pinaki, Pukarua, Reao, Tatakoto, Tematangi, Tureia, Vahitahi, Vairaatea et Vanavava.

Gambier : Marutea et Rikitea.

Le périple général se fera comme suit :

Papeete, Anaa, Hikueru, Marokau, Hao, Amanu, Vairaatea, Nukutavake, Vahitahi, Tatakoto, Pukarua, Reao, Tureia, Marutea Sud, Rikitea, Papeete.

Suite au naufrage du Ruahatu, seront desservis en priorité de préférence les atolls de Hikueru, Hereheretue, Tematangi, Tauere et Reka Reka.

Le présent arrêté est valable à compter de la date de parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et ce, pour trois (3) voyages.

A l'issue de ces trois rotations, le navire reprendra la ligne des Marquises visée par les arrêtés n° 1583 AE du 13 août 1984 et n° 123 CM du 25 octobre 1984 et l'avenant n° 1 au cahier des charges souscrit par l'armateur le 1er novembre 1984.

NOR : SCD9400027AC

Par arrêté n° 70 CM du 20 janvier 1994.— L'article 1er, 2°, de l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969 portant application de la délibération modifiée n° 68-4 du 25 janvier 1968, instituant un impôt sur les transactions, est modifié comme suit à compter du 1er juillet 1993 :

Au lieu de :

2°) Hydrocarbures au détail : 85 % ;

Lire :

2°) Hydrocarbures au détail : 86,4 %.

NOR : TT19400039AC

Par arrêté n° 71 CM du 20 janvier 1994.— L'article 1er de l'arrêté n° 1381 CM du 23 décembre 1992 modifiant l'arrêté n° 1385 CM du 10 décembre 1991, portant consignation des sommes complémentaires dues aux armements au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, est modifié comme suit :

Lire : "Au cas où la totalité des fonds ne serait pas déconsignée au 31 décembre 1994, le solde en serait versé au budget du territoire."

Le reste sans changement.

NOR : ESS9400072AC

Par arrêté n° 72 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 22-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 adoptant le budget primitif exercice 1994 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

NOR : ESS9400054AC

Par arrêté n° 73 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 29-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Vaïete pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400055AC

Par arrêté n° 74 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 30-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Fei Pi pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400056AC

Par arrêté n° 75 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 31-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Central Sport pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400057AC

Par arrêté n° 76 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 32-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Vaïotaha pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400058AC

Par arrêté n° 77 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 33-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Excelsior pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400059AC

Par arrêté n° 78 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 34-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Jeunes Tahitiens pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400060AC

Par arrêté n° 79 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 35-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Dragon pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400061AC

Par arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 36-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Aorai pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400062AC

Par arrêté n° 81 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 37-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Phénix pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400063AC

Par arrêté n° 82 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 38-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à la D.C.A. Uturoa pour la réalisation de son complexe sportif.

NOR : ESS9400064AC

Par arrêté n° 83 CM du 20 janvier 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 39-93 OTESSSE du 28 décembre 1993 attribuant une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 F) à l'A.S. Vénus pour la réalisation de son complexe sportif.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 224 MCA du 20 janvier 1994 refusant la régularisation et ordonnant l'abaissement du cheptel d'un élevage porcin exploité par M. Jacques Tang (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Talarapu-Ouest).

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

.....
Arrête :

Article 1er.— M. Jacques Tang n'est pas autorisé à procéder à la régularisation et à l'extension de son élevage porcin sis sur une partie de la terre "Operufao", sise à Vairao, P.K. 9,900, côté montagne, dans la commune de Talarapu-Ouest.

Art. 2.— Cette décision de refus est motivée compte tenu du fait que les prescriptions techniques demandées (distances d'éloignement par exemple) ne pourront être respectées et eu égard à la vocation de la zone d'habitat dans laquelle se trouve l'élevage.

Art. 3.— M. Jacques Tang devra donc procéder à abaisser à moins de 20 porcs (de plus de 30 kg) le cheptel de son établissement dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4.— A l'issue de cette échéance, le cheptel défini à l'article 3 ne devra être en aucun cas dépassé et un système d'assainissement efficace, agréé par l'inspection des installations classées, devra être en activité.

Art. 5.— L'infraction mise à la charge de M. Jacques Tang le rend passible de poursuites devant le tribunal.

Art. 6.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1994,
Marc TEVANE.

ARRETE n° 225 MCA du 20 janvier 1994 autorisant M. le directeur du C.F.P.A. de Pirae/Punaruu à installer et exploiter un atelier de menuiserie bois et métallique (établissement de la 2^e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia).

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

.....
Arrête :

Article 1er.— M. le directeur du C.F.P.A. Pirae/Punaruu est autorisé à exploiter un atelier de menuiserie bois et métallique

dans l'enceinte du C.F.P.A. Punaruu sis en rive gauche de la vallée de Punaruu, dans la commune de Punaauia.

Art. 2.— *Equipements et caractéristiques*

Les installations, qui relèvent de la 2^e classe, rubriques 24 et 44 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendront les appareillages nécessaires à l'exercice de ces deux activités, pour une puissance totale de 10 kW.

Installations électriques

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

L'accès aux locaux doit être réservé uniquement aux personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels.

Dispositions applicables au bâtiment

Art. 5.— Les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- murs incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- porte pare-flammes de degré une demi-heure.

Art. 6.— Il sera, de préférence, éclairé et ventilé uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruits gênants pour le voisinage.

Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les portes et fenêtres ordinaires de l'atelier seront maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

Art. 7.— Le bâtiment sera muni de portes en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation du personnel.

L'entrée sera interdite à toute personne étrangère au service.

Eclairage de sécurité

Art. 8.— Le bâtiment devra disposer d'un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par un ou des blocs autonomes.

Dispositions applicables à l'atelier de menuiserie bois

Art. 9.— Le sol de l'atelier devra être étanche et tout entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables devra être cantonné en un lieu étanche et faisant office de cuvette de rétention.

Art. 10.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords de l'installation.

Art. 11.— Des mesures seront prises pour éviter toute accumulation dans l'atelier de copeaux, de déchets, de sciure ou poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie.

Dispositions applicables à l'atelier de menuiserie métallique

Art. 12.— Les travaux particulièrement bruyants tels que découpage, meulage, tronçonnage seront effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

Moyens de secours

Art. 13.— L'atelier de menuiserie bois devra disposer de :

- 2 extincteurs homologués, à eau avec additif de 6 litres chacun ;
- d'un extincteur au CO homologué, situé à proximité de l'armoire électrique.

Ces appareils placés en des lieux aisément accessibles seront vérifiés une fois l'an.

Art. 14.— L'atelier de menuiserie métallique devra disposer de :

- 2 extincteurs homologués, à eau avec additif de 6 litres chacun ;
- un extincteur NF-MIH au CO₂ de 6 kg à proximité de l'armoire électrique.

Ces appareils placés en des lieux aisément accessibles seront vérifiés une fois l'an.

Art. 15.— Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 16.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Art. 17.— Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Protection de l'environnement

Art. 18.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suites, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage,

de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 19.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

- les jours ouvrables :	
- de 7 h à 21 h	60
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h	55
- de 22 h à 6 h	50
- les dimanches et jours fériés :	
- de 6 h à 22 h	55
- de 22 h à 6 h	50
- émergence :	3

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Evacuation des eaux de lavage et eaux résiduaires

Art. 20.— Les eaux de lavage et les eaux résiduaires ne seront sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique. Elles seront évacuées conformément aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement.

Prescriptions administratives

Art. 21.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Prescriptions générales

Art. 22.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 23.— Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 24.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 25 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 25.— Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets ne seront pas brûlés à l'air libre.

Art. 26.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 27.— L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 28.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 20 janvier 1994.
Marc TEVANE.

Par arrêté n° 222 MCA du 20 janvier 1994.— L'alinéa 3 de l'article 1er "Equipements et caractéristiques" de l'arrêté n° 1219 MSE du 15 mars 1991 modifié autorisant M. Luc Parau à installer et exploiter une station-service est remplacé par les dispositions suivantes :

- un dépôt d'hydrocarbures enterré constitué de :
 - deux cuves à essence de 10.000 litres à double enveloppe ;
 - une cuve de gazole de 20.000 litres à double enveloppe.
- un dépôt aérien constitué d'une cuve aérienne de pétrole de 1.500 litres avec cuvette de rétention.

Le reste sans changement.

L'article 56 de l'arrêté n° 1219 MSE du 15 mars 1991 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Dispositions applicables à la cuve aérienne

Art. 56.— *Cuvette de rétention*

A la cuve aérienne devra être associée une cuvette de rétention étanche de même capacité.

Dans cette cuvette de rétention sera aménagée une vanne de purge. Une canalisation enterrée reliera la vanne de purge au séparateur d'hydrocarbures.

Art. 57.— Le réservoir devra être maintenu solidement de façon qu'il ne puisse se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Protection contre l'incendie

Art. 58.— La protection de cette cuve aérienne contre l'incendie sera assurée :

- par un extincteur NF-MIH de 9 kg à poudre BC ;
- par du sable en quantité suffisante maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Art. 59.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES

ARRÊTÉ n° 230 MFR du 21 janvier 1994 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives.

Le ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 626 PR du 4 avril 1991 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives ;

Vu l'arrêté n° 1522 CM du 26 décembre 1988 portant nomination du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Vu les arrêtés n° 1591 MFR du 12 avril 1991 et n° 2039 MFR du 15 mai 1991 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives,

Arrête :

Article 1er.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles Wong Chou, chef du service des finances et de la comptabilité, la délégation de signature consentie à celui-ci par les,

arrêtés n° 1591 MFR du 12 avril 1991 et n° 2039 MFR du 15 mai 1991 est accordée à M. Henri Lanoux, adjoint au chef de service.

Art. 2.— Le chef du service des finances et de la comptabilité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 janvier 1994.
Patrick PEAUCELLIER.

Par arrêté n° 255 MFR du 25 janvier 1994.— Est déclaré admis au concours de recrutement de deux médecins néphrologues, agents contractuels relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration du territoire, le candidat dont le nom suit : M. Bruno Hoen.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
DE L'ÉNERGIE ET DES PORTS**

ARRETE n° 231 MAE du 21 janvier 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 629 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O., modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 19 décembre 1977, modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92, portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 31 octobre 1984, autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 361 CM du 3 avril 1992 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 681 CM du 5 juin 1992 portant nomination de M. Maurice Jourdes, directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2625 MAE du 17 juin 1992 portant nomination de M. Georges Lan Ah Loi, directeur adjoint de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 36 MAE du 6 janvier 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 6028 MAE du 22 décembre 1993 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— M. Maurice Jourdes, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2.— En particulier, M. Jourdes est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1°) - *En matière de gestion de personnel*

- 1-1) Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc, ainsi que des subdivisions des Australes, des Marquises, des îles Sous-le-Vent et des Tuamotu-Gambier, sauf pour ces derniers en cas d'empêchement de l'administrateur territorial compétent ;
- 1-2) Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;
- 1-3) Contrats de travail à durée déterminée d'agents temporaires de 5e catégorie n'excédant pas trois mois ;

- 1-4) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-5) Notation définitive des agents placés sous son autorité, à l'exception des chefs de secteur et du personnel de 2e et 1re catégorie ;
- 1-6) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-7) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1-8) Congés annuels, congés de maternité et de maladie.

2°) - *En matière de gestion de crédits*

- 2-1) Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement ;
- 2-2) Tous marchés dont le montant n'excède pas 15 millions de francs CFP.

Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2e de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

3°) - *En matière de gestion du domaine public*

- 3-1) Délivrance des alignements ;
- 3-2) Autorisations ou permissions de voirie ;
- 3-3) Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique ;
- 3-4) Autorisations de transports ou de convois exceptionnels.

4°) - *En matière d'extractions*

- 4-1) Autorisations de toutes extractions sans limitation de volume.

5°) - *En matière de réglementation sur les explosifs*

- 5-1) Autorisations d'importation des substances explosives ;
- 5-2) Autorisations de transport des substances explosives ;
- 5-3) Autorisations d'entreposage des substances explosives ;
- 5-4) Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

6°) - *En matière de gestion portuaire*

- 6-1) Notes d'informations nautiques ;
- 6-2) Autorisations d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;
- 6-3) Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7°) - *En matière de balisage maritime*

- 7-1) Avis aux navigateurs ;
- 7-2) Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maurice Jourdes, directeur de l'équipement par intérim, la suppléance sera assurée par M. Georges Lan Ah Loi, directeur adjoint.

A cet effet, M. Georges Lan Ah Loi reçoit les mêmes délégations de signature que celles accordées au titulaire.

Art. 4.— En matière de gestion de personnel, les actes visés aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3 et 1-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission, par :

- 1) - M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents de catégorie CC5, CC4, CC3 ou assimilés placés sous leur autorité.

- 2) - M. Georges Lan Ah Loi, directeur adjoint ;
- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Robert Manunza, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Jacky Tefaata, chef du parc à matériel ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents placés sous leur autorité, à l'exception des agents de 1re et 2e catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de cinq cent mille (500.000) FCP, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Augustin Cadousteau, chef d'équipe d'exploitation des T.P.E.-C.E.A.P.F. à la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Andrew Clark, chef de secteur de Huahine ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Wilfred Huioutu, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Rurutu ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae ;
- M. Jacques Tematua, assistant technique T.P.E.-C.E.A.P.F. au groupement études et gestion du domaine public.

Art. 6.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Georges Lan Ah Loi, directeur adjoint ;
- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;

- M. Jacques Lo You, comptable au groupe administratif central ;
- Mme Chantal Tokoragi, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Daniel Marchal, chef de la cellule assistance technique à l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jean-Pierre Carloti, chef du bureau d'études architecture ;
- Mlle Marie-France Garrigues, chef de la subdivision travaux bâtiment ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des travaux bâtiment entretien ;
- M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taïore, chef du bureau études génie civil ;
- M. Niky Maire, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Jonas Tahuaitu, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Robert Manunza, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Corentin Le Moan, chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Eric Chapuis, chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- Mlle Jocelyne Ravet, adjointe au chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Gilles Faana, directeur de l'école d'application des travaux publics par intérim ;
- M. Jacky Tefaata, chef du parc à matériel ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint administratif au chef du parc à matériel.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographie ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;

- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visées au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extraction de sable visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, pour des quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Gaston Louis, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent par intérim ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Andrew Clark, chef de secteur de Huahine ;
- M. Wilfred Huioutu, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Rurutu ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de ses attributions, par M. Jacques Vialle, chef de l'arrondissement infrastructure.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6° et de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Robert Manunza, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Corentin Le Moan, chef de la subdivision des travaux maritimes de l'arrondissement maritime.

Art. 13.— Les autorisations en matière de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises ;

- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 6028 MAE du 22 décembre 1993 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Art. 15.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 janvier 1994.
Gaston TONG SANG.

Par arrêté n° 236 MAE.AU.TG du 21 janvier 1994.— Le lotissement réalisé par le Conseil d'administration de la mission catholique (Camica) sur une parcelle de la terre Farataviri sise à Puka Puka est autorisé, à titre de régularisation.

Cette autorisation concerne :

- les 6 lots cadastrés section A3, n° 160 à 164, et n° 166, destinés à la vente consentie pour l'habitation ;
- le lot cadastré section A3, section 165, qui demeure propriété du Camica et est affecté au culte ;
- le lot cadastré section A3, n° 683, qui sera intégré à la voirie communale.

Le contrat type de vente établi par Me Clemencet, et auquel est annexé un plan cadastral, est approuvé.

Ce document a été enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") le 30 novembre 1993, sous le n° L/93-40.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Puka Puka ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Par arrêté n° 226 MEE du 21 janvier 1994.— Les représentants de l'administration à la commission consultative des personnels du 1er degré (article 4 de l'arrêté n° 197 CM du 13 février 1990) sont les suivants :

Titulaires

- M. Prunet Jean
- M. Lussiana Pierre
- M. Coquerelle Alain
- Mlle Chung Tien Lovaina

Suppléants

- M. Blanchon Joël
- M. Le Meur Jacques
- M. Perosa Daniel
- Mme Filosa Nicole

L'arrêté n° 4700 MEE du 24 septembre 1992 portant nomination des représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires de l'enseignement privé sous contrat du 1er degré, est abrogé.

Par arrêté n° 288 MEE du 27 janvier 1994.— La composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des instituteurs du corps de l'Etat créé pour l'administration de la Polynésie française est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires

- M. Sanquer Nicolas, ministre de l'éducation et de l'enseignement technique ;
- M. Ariotima Jean-Paul, chef du service de l'éducation ;
- M. Destouches Philippe, attaché principal d'administration centrale ;
- M. Kerfourn Philippe, inspecteur de l'éducation nationale.

Membres suppléants

- M. Mandelert Guy, inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Calenge Rémy, inspecteur de l'éducation nationale ;
- M. Archier Gilbert, inspecteur de l'éducation nationale ;
- Mme Fradet Claudine, inspectrice de l'éducation nationale.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Membres titulaires

- M. Richmond Willy, directeur d'école ;
- Mme Ridoux Monique, conseillère pédagogique ;
- Mme Fuller Thilda, directrice d'école ;
- M. Huang Michel, directeur d'école.

Membres suppléants

- M. Le Gayic Roméo, directeur d'école ;
- Mme Metua Chantal, directrice d'école ;
- Mme Tiapari Jeannine, directrice d'école ;
- M. Frogier Jean-Marc, directeur d'école.

En cas d'empêchement du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, la présidence de la commission administrative paritaire est assurée par le chef du service de l'éducation.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAEA

DELIBERATION MUNICIPALE n° 55-93 du 15 décembre 1993
fixant la redevance sur la consommation en eau dans la commune de Paea.

Le conseil municipal de la commune de Paea, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu la délibération n° 20-91 du 26 décembre 1991 fixant à nouveau la redevance sur la consommation en eau dans la commune de Paœa ;

Vu la délibération n° 10-92 du 22 janvier 1992 portant modification des redevances sur la consommation d'eau dans la commune de Paœa ;

Vu la délibération n° 34-92 du 2 décembre 1992 fixant la catégorie des bâtiments à caractère commercial ;

Vu la délibération n° 36-92 du 2 décembre 1992 fixant la redevance sur la consommation d'eau des bâtiments de la catégorie C de la commune de Paœa ;

En sa séance du 15 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Pour compter du 1er janvier 1994, la redevance sur la consommation en eau est fixée comme suit :

1- Sans compteurs :

<i>Catégorie A</i> : Bâtiment à usage d'habitation.	8.000 F/an
<i>Catégorie B</i> : Bâtiment à caractère commercial d'une superficie inférieure à 200 m2.	30.000 F/an
<i>Catégorie C</i> : Bâtiment à usage commercial d'une superficie égale ou supérieure à 200 m2.	

2- Avec compteurs :

<i>Catégorie A</i> : Bâtiment à usage d'habitation.	12 FCP/m3
<i>Catégorie B</i> : Bâtiment à caractère commercial.	14 FCP/m3

Art. 2.— Si les consommations annuelles ne dépassent pas le forfait de 600 m3 pour les bâtiments à usage d'habitation, et 1.800 m3 pour les bâtiments à caractère commercial, il serait fait imposition du tarif du forfait annuel.

Art. 3.— Les recettes y afférentes sont imputées au compte 7001 du budget communal.

Art. 4.— Les délibérations n° 20-91 du 26 décembre 1991, n° 10-92 du 22 janvier 1992 et n° 36-92 du 2 décembre 1992 sont abrogées.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Paœa, le 15 décembre 1993.

Le maire,
Jacquie GRAFFE.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 3 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

**DELIBERATION MUNICIPALE n° 56-93 du 15 décembre 1993
fixant la redevance sur le ramassage des ordures ménagères dans la commune de Paœa.**

Le conseil municipal de la commune de Paœa, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu la délibération n° 22-91 du 26 décembre 1991 fixant à nouveau la redevance sur le ramassage des ordures ménagères ;

Vu la délibération n° 34-92 fixant la catégorie des bâtiments à caractère commercial ;

Vu la délibération n° 35-92 du 2 décembre 1992 fixant la redevance sur le ramassage des ordures ménagères des bâtiments de la catégorie C de la commune de Paœa ;

En sa séance du 15 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Pour compter du 1er janvier 1994, la redevance sur le ramassage des ordures ménagères est fixée comme suit :

<i>Catégorie A</i> : Bâtiment à usage d'habitation.	10.000 F/an
<i>Catégorie B</i> : Bâtiment à caractère commercial d'une superficie inférieure à 200 m2.	30.000 F/an
<i>Catégorie C</i> : Bâtiment à caractère commercial d'une superficie égale ou supérieure à 200 m2.	60.000 F/an

Art. 2.— Les recettes y afférentes sont imputées au compte 7051 du budget communal.

Art. 3.— Les délibérations n° 22-91 du 26 décembre 1991 et n° 35-92 du 2 décembre 1992 sont abrogées.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Paea, le 15 décembre 1993.

Le maire,

Jacquie GRAFFE.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 3 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

COMMUNE DE PAPEETE

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-67 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des droits perçus en matière de certification et de légalisation.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-34 du 13 avril 1989 relative aux droits perçus en matière de certification et de légalisation ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs des droits perçus en matière de certification et de légalisation fixés à l'annexe de la délibération n° 89-34 du 13 avril 1989 visée ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs des droits de certification et de légalisation.

1- certification conforme	: 220 F/page
2- légalisation	: 220 F/document
3- copie de documents	: 220 F/page
4- certificat de résidence	: 220 F/unité
5- certificat de vie et à charge	: 220 F/unité
6- certificat d'hérédité	: 120 F/page
7- certificat de concubinage	: 220 F/page

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-68 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des expéditions ou extraits d'actes d'état civil.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-35 du 13 avril 1989 relative aux droits perçus en matière d'état civil ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs des droits perçus en matière d'état civil fixés à l'annexe de la délibération n° 89-35 du 13 avril 1989 visée ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs des expéditions ou extraits d'actes d'état civil

1- bulletin de naissance	: 125 F/par unité
2- acte de naissance	: 275 F/par acte

3- acte de reconnaissance	:	275 F/par acte
4- acte de décès	:	275 F/par acte
5- acte de mariage	:	275 F/par acte
6- fiche individuelle d'état civil	:	275 F/par unité
7- fiche familiale d'état civil	:	275 F/par unité
8- livret de famille (duplicata)	:	1.000 F

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-69 du 27 décembre 1993
portant modification des tarifs des droits d'entrée et des prestations de service à la piscine municipale de Tapaerui.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les délibérations n° 88-19 du 4 février 1988, n° 89-32 du 13 avril 1989 fixant les tarifs des droits d'entrée et des prestations de service à la piscine municipale de Tapaerui ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er. — Les tarifs des droits d'entrée et des prestations de service à la piscine municipale de Tapaerui tels que fixés à l'annexe des délibérations n° 88-19 du 4 février 1988, n° 89-32 du 13 avril 1989 visées ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3. — La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs des droits d'entrée et des prestations de service à la piscine de Tapaerui

1- Droits d'entrée :		
1/1- adulte	:	350 F
1/2- enfant (jusqu'à 15 ans)	:	110 F

1/3- abonnement mensuel adulte	:	2.500 F
1/4- abonnement mensuel enfant	:	1.200 F

2- Location de ligne d'eau :		
2/1- en large : par créneau de 10 m x 21 m	:	1.150 F/heure
2/2- en long : par couloir de 50 m x 2,50 m	:	700 F/heure

3- Location du bassin d'eau :		
3/1- tarif de jour	:	5.500 F/heure
3/2- tarif de nuit (sans changement)	:	6.000 F/heure

4- Location de casier-vestiaire :		
4/1- enfant, adulte (sans changement)	:	50 F/ 100 F/casier

5- Eclairage du bassin d'eau	:	2.500 F/heure
------------------------------	---	---------------

6- Location de matériel (sans changement) :		
6/1- tarif unique par séance	:	100 F

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-70 du 27 décembre 1993
portant modification des tarifs de prestations de service et de location d'encarts publicitaires à la piscine municipale de Tapaerui.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-19 du 4 février 1988 fixant les tarifs de prestations de service et de location d'encarts publicitaires à la piscine municipale de Tapaerui ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er. — Le tarif des cours de natation donnés en dehors des heures normales de service par les maîtres-nageurs sauveteurs agréés de la piscine municipale est à nouveau modifié à compter du 1er janvier 1994, comme suit :

- seize mille francs (16.000 F) pour dix séances d'une heure chacune ;
- il sera perçu au profit du budget communal, la somme de huit mille francs (8.000 F) par élève, comprenant les droits d'entrée et la mise à disposition du bassin et des matériels appropriés ;
- chaque maître-nageur sera tenu de déclarer chaque inscription au régisseur de la piscine municipale. A cette occasion, il devra apporter la preuve matérielle de la couverture assurance de chaque élève. Le non-respect de ces obligations entraînera la suppression de l'agrément.

Art. 2.— Le tarif des droits de location d'encarts publicitaires est également modifié comme suit :

- 2.500 F/mois et par mètre carré ;
- l'affiche publicitaire apposée à la piscine de Tipacruï ne déroge pas au règlement de la taxe sur la publicité prévue réglementairement ;
- les autorisations seront délivrées par le maire sous réserve de règlement de la taxe d'affichage et du droit de location d'encarts publicitaires.

Art. 3.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 4.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-71 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des droits perçus en matière d'urbanisme.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-40 du 13 avril 1989 relative aux droits perçus en matière d'urbanisme ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs des droits perçus en matière d'urbanisme fixés à l'annexe de la délibération n° 89-40 du 13 avril 1989 visée ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs des droits d'enregistrement et de conservation de documents d'urbanisme

1- Autorisation des travaux immobiliers :

1/1- construction en dur :

- rez-de-chaussée	:	10.000 F
- un étage	:	20.000 F
- deux étages	:	45.000 F
- trois étages	:	65.000 F
- plus de trois étages	:	90.000 F

1/2- construction en matériaux légers :

- rez-de-chaussée	:	10.000 F
- un étage	:	14.000 F
- plus d'un étage	:	30.000 F

1/3- construction économique :

- plan type agréé	:	2.500 F
-------------------	---	---------

2- Certificat de conformité :

2/1- immeuble à usage commercial industriel ou administratif	:	20.000 F
2/2- immeuble à usage d'habitation :		
- résidence principale-locative	:	10.000 F

3- Alignements : 10.000 F

4- Reproduction de plans-documents :

4/1- plans	:	2.500 F/l'unité
4/2- documents	:	250 F/page pièce

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-72 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des droits d'étal, de place, de stockage en chambres froides, de la vente de la glace au marché municipal de Papeete.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-100 du 27 décembre 1990 relative à la gestion du marché municipal de Papeete et instituant un service dénommé direction du marché municipal ;

Vu la délibération n° 89-37 du 13 avril 1989 modifiant les tarifs des droits d'étal et place au marché municipal de Papeete ;

Vu la délibération n° 89-36 du 13 avril 1989 modifiant les tarifs du stockage en chambres froides, de la vente de la glace au marché de Papeete ;

Vu la délibération n° 88-164 du 27 décembre 1988 fixant les tarifs de droits de places réservés aux artisans dans le nouveau marché ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré en sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er. — Les tarifs des droits d'étal, de place, de stockage en chambres froides, de la vente de la glace au marché de Papeete, tels que fixés aux délibérations n° 89-36 et n° 89-37 du 13 avril 1989, n° 88-164 du 27 décembre 1988 visées ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3. — La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 25 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs de droits d'étal au marché de Papeete

A- Rez-de-chaussée :

1-	Location de l'emplacement par mois :	
1/1-	Bouchers par stand (16 m ²).	33.000 F
1/2-	Charcutiers par stand (2 m ²).	12.500 F
1/3-	Boulangers, pâtisseries par stand (2 m ²).	12.500 F
2-	Droits de place par mois, par mètre linéaire :	
2/1-	Légumes, fruits, fleurs.	1.250 F
2/2-	Poissons à la découpe.	1.250 F
2/3-	Divers (râpe à coco, vente de jus, etc.).	1.250 F
3-	Droits d'entrée sur divers produits :	
	(points 3/1 à 3/6 sans changement)	
3/1-	Viande, charcuterie (kg).	20 F
3/2-	Poisson (thon, bonite, auge, autres) (kg).	20 F
3/3-	Crustacés (chevrete, langouste, crabe, etc.) (kg).	200 F
3/4/0-	Mollusques (huître, ahi, pahu, maou, etc.) (kg).	15 F
3/4/1-	Divers (taïoro), (poe, taro, uru, etc., cuit) (kg).	15 F
3/5-	Fruits et farineux (kg).	15 F

3/6-	Légumes (kg).	15 F
3/7-	Animaux sur pieds	
3/7/1-	Porcelet, cochon.	225 F
3/7/2-	Poulet, canard.	125 F
3/7/3-	Autres (lapin, etc.).	125 F
3/8-	Divers	
3/8/1-	Coco sec, à boire (la douzaine).	130 F
3/8/2-	Plante, fleurs en pot (l'unité).	150 F
3/8/3-	Bouquet de fleurs (la douzaine).	150 F
3/8/4-	Couronne (fleurs naturelles, artificielles) (l'unité).	50 F
3/8/5-	Miel, mitihue, jus de fararu, autres (bouteille).	50 F
3/8/6-	Vana (verre).	50 F
3/8/7-	Oeufs (douzaine).	50 F
3/8/8-	Panier en pandanus, bambou (l'unité).	50 F
3/8/9-	Calebasse (l'unité).	150 F
3/8/10-	Pastèque (par pièce).	40 F

4-	Droit de place autour du marché (véranda) :	
4/1-	Exposition plantes, fleurs, etc., à l'extérieur du marché (occupation ponctuelle par m ² et par jour).	250 F/m ² /jour

5-	Droit de place autour du marché (véranda) :	
5/1	Artisans (occupation, location mensuelle, soit par mois et par mètre linéaire).	1.500 F/m/mois

B- Mezzanine :

1-	Droits de place artisanat :	
1/1-	Artisans (occupation, location mensuelle, soit par mois et par mètre carré au sol).	1.500 F/m ² /mois

C- Stockage en chambres froides :

1-	Les tarifs du stockage en chambres froides au marché de Papeete sont à nouveau fixés comme suit :	
1/1-	Poisson, viande.	10 F/kg/jour
1/2-	Légumes, fruits.	5 F/kg/jour
1/3-	Bouquets de fleurs (la douzaine).	100 F/b/jour
2-	Les tarifs de la vente de glace produite au marché restent inchangés, soit :	
2/1-	Glace vendue aux armateurs ou pêcheurs.	20 F/kg
2/2-	Glace vendue aux particuliers.	40 F/kg
2/3-	Glace vendue aux différentes associations sportives ou culturelles (nouvelle taxe).	15 F/kg

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-73 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs relatifs aux concessions au cimetière communal de Papeete.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 1928 fixant les conditions dans lesquelles peuvent être accordées des concessions dans le cimetière communal de l'Uranie ;

Vu l'arrêté n° 583 S du 9 avril 1954 réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment les articles 24 à 32 ;

Vu la délibération n° 68-36 du 26 août 1968 portant réglementation et tarification des opérations d'inhumation, d'exhumation des dépouilles et restes mortels au cimetière communal de l'Uranie ;

Vu les délibérations n° 71-42 du 16 novembre 1971, n° 78-18 du 11 juillet 1978 modifiant le prix de vente du mètre carré des concessions au cimetière communal de l'Uranie ;

Vu les délibérations n° 80-8, n° 80-9 du 15 janvier 1980 modifiant la tarification des opérations d'inhumation, d'exhumation des dépouilles et restes mortels, l'établissement des titres de propriétés et des levers de plans au cimetière communal de l'Uranie ;

Vu l'arrêté n° 82-52 du 29 juin 1982 prescrivant des mesures d'ordre intérieur et de surveillance au cimetière communal de l'Uranie ;

Vu les délibérations n° 84-30 du 7 mars 1984, n° 89-38 du 13 avril 1989 fixant à nouveau les tarifs des droits, frais ou redevances relatifs aux concessions, inhumations, exhumations au cimetière communal de l'Uranie ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er. — Les tarifs des droits, frais ou redevances relatifs aux concessions au cimetière communal de l'Uranie tels que fixés à l'annexe de la délibération n° 89-38 du 13 avril 1989 visée ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 selon le tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération et à son annexe.

Art. 3. — La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ANNEXE

Tarifs des droits, frais ou redevances relatifs aux concessions, inhumations, exhumations et réinhumations au cimetière de l'Uranie

1- Droits et frais de concessions :	
1/1- concessions perpétuelles.	17.000 F/m2
1/2- frais d'acte, établissement titre, lever plans.	5.000 F/acte

2- Frais d'inhumation et de réinhumation :	
1/1- en terre : adulte/enfant (jusqu'à 12 ans). . .	7.000 F/3.000 F
1/2- en caveau : ouverture/fermeture comprises.	4.000 F
3- Frais d'exhumation et de réinhumation :	
A/1- restes mortels d'un corps dont le séjour en terre n'excède pas 3 ans	
1/1- adulte : selon l'état du cercueil	
- en bon état ou en état défectueux.	14.000 F/17.000 F
1/2- enfant (-12 ans) : selon l'état du cercueil. .	10.000 F/13.000 F
1/3 en caveau : selon l'état du cercueil.	10.000 F/13.000 F
B/2- restes mortels d'un corps dont le séjour en terre a été de 3 à 5 ans	
2/1- adulte : selon l'état du cercueil.	10.000 F/14.000 F
2/2- enfant : selon l'état du cercueil.	7.000 F/11.000 F
C/3- plus de 5 ans : selon l'état du cercueil.	5.000 F/8.000 F
D/4- restes mortels en cercueil zingué d'un adulte ou d'un enfant dont le séjour en terre est de plus d'un an : selon l'état du cercueil.	13.000 F/16.000 F
E/5- en caveau plus d'un an.	13.000 F
F/6- en caveau moins d'un an.	10.000 F
4- Déplacement en caveau d'un cercueil : y compris l'ouverture et la fermeture.	7.000 F
5- Nettoyage d'un caveau :	10.000 F
6- Séjour dans le dépositaire : cercueil ou coffret.	1.000 F

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-74 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs relatifs à la taxe annuelle sur les appareils à musique, appareils de jeux manuels, de jeux électriques ou électroniques et autres, exploités sur le territoire de la commune de Papeete.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-42 du 13 avril 1989 fixant à nouveau les tarifs relatifs à la taxe sur les appareils à musique, les jeux électriques ou électroniques et autres exploités sur le territoire de la commune de Papeete ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er. — Les tarifs relatifs à la taxe annuelle sur les appareils à musique, appareils de jeux manuels, de jeux élec-

triques ou électroniques et autres, exploités sur le territoire de la commune de Papeete sont modifiés comme suit :

- appareils à musique : 14.000 F/l'unité
- appareils de jeux manuels : 9.000 F/l'unité
- appareils : jeux électriques, électroniques : 16.000 F/l'unité
- billards (par table) : 9.000 F

Les redevables de cette taxe figureront dans un rôle spécialement émis et devront s'acquitter comme en matière de fiscalité directe communale.

Les détenteurs des appareils mentionnés ci-dessus devront en faire la déclaration au bureau des taxes de la commune de Papeete.

Le défaut de déclaration ou la fausse déclaration donnera lieu à la perception d'une amende équivalente à cinq fois la redevance à percevoir.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-76 du 27 décembre 1993 portant modification des tarifs des autorisations de visite de la vallée de Fautaua.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-157 du 27 décembre 1989 adoptant la tarification des autorisations de visite dans la vallée de Fautaua ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs des autorisations de visite de la vallée de Fautaua délivrées par le maire ou son représentant tels que fixés à la délibération n° 89-157 du 27 décembre 1989 visée ci-dessus sont modifiés à compter du 1er janvier 1994 comme suit :

- par personne adulte : 600 F
- par enfant mineur (moins de 15 ans) : 150 F

Sont dispensés du paiement du droit d'accès dans la vallée de Fautaua, les visites effectuées :

- par les élèves des établissements scolaires lorsqu'ils sont accompagnés de leurs responsables (instituteurs, professeurs, etc.) ;
- par les organismes scientifiques ou associations à caractère culturel.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-77 du 27 décembre 1993 fixant à nouveau les tarifs de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et divers déchets.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 86-123 du 17 décembre 1986 portant relèvement des ordures ménagères et déchets divers à compter du 1er janvier 1987 ;

Vu la délibération n° 89-33 du 13 avril 1989 fixant à nouveau les tarifs d'enlèvement des ordures ménagères et divers déchets à compter du 1er janvier 1989 ;

Vu le rapport n° 93-26 du 21 décembre 1993 présenté par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré en sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs d'enlèvement des ordures ménagères et divers déchets, tels que fixés à la délibération n° 89-33 du 13 avril 1989 visée ci-dessus, sont modifiés à compter du 1er janvier 1994, comme suit :

N°	Libellés	Nouveaux tarifs l'an
1-	<i>Production et enlèvement des déchets</i>	
1/1-	Maison d'habitation.	19.000
1/1/1-	Enlèvement ordures ménagères.	15.000
1/1/2-	Enlèvement déchets végétaux.	4.000
1/2-	Appartement (enlèvement ordures ménagères).	12.500
1/3-	Studio (enlèvement ordures ménagères).	9.500
2-	<i>Déchets des entreprises commerciales, industrielles, artisanales</i>	
2/1-	Notaires, avocats, huissiers, commissaires-priseurs, agences, autres.	19.000
2/2-	Médecins, vétérinaires, pharmacies, cabinets dentaires.	43.000
2/4-	Commerçants détaillants	
2/4/1-	Jusqu'à 60 m ²	58.000
2/4/2-	Plus de 60 m ²	60.500
2/5-	Commerçants détaillants avec licence de boissons	
2/5/1-	Jusqu'à 60 m ²	77.000
2/5/2-	Plus de 60 m ²	81.000
2/6-	Importateurs grossistes.	92.000
2/7-	Entrepôts	
2/7/1-	Jusqu'à 200 m ²	30.000
2/7/2-	Au-delà de 200 m ² et par tranche de 100 m ²	15.000
2/7/3-	Plus de 500 m ²	90.000
2/8-	Snacks, cafés de tous genres, débits de boissons à consommer sur place, restaurants ouvriers, cantines	77.000
2/9-	Marchands ambulants, snacks sans service, garderies d'enfants, salons de thé.	38.000
2/10-	Restaurants, restaurants-bars, traiteurs, pâtisseries, boulangeries, etc.	97.000
2/11-	Bars, dancings.	116.000
2/12-	Salles de spectacles, cinémas.	39.000
2/13-	Hôtels.	45.000
	plus par chambre.	4.000
2/14-	Salon de coiffure, d'esthétique, salle de gymnastique, de culture physique, de billard, club-house.	21.000
2/15-	Petites entreprises artisanales : curios, salles d'exposition, photographes, labos photos, etc.	18.000
2/16-	Petites entreprises de transformation, ateliers mécaniques, de soudure, de peinture, de couture, de menuiserie, imprimeries, blanchisseries, chantiers navals, etc.	
2/16/1-	Jusqu'à 100 m ²	30.000
2/16/2-	Au-delà de 100 m ² > par tranche de 50 m ²	14.000
2/16/3-	Plus de 500 m ²	135.000
2/17-	Brasseries, limonaderies.	165.000
2/18-	Usine électrique, société frigorifique, plastique, etc.	115.000

N°	Libellés	Nouveaux tarifs l'an
2/19-	Stations-service, garages, parkings.	21.000
2/20-	Supermarchés.	120.000
3-	<i>Déchets des services administratifs ou établissements publics, administratifs, commerciaux ou industriels du territoire ou de l'Etat, agences, offices.</i>	30.000

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures à la présente délibération.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,
L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 25 janvier 1994.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-78 du 27 décembre 1993 portant prélèvement et virement de crédits à l'intérieur du budget communal, exercice 1993.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-32 du 9 août 1993 portant approbation du budget primitif de la commune de Papeete, exercice 1993 ;

Vu la note explicative n° 93-43 du 21 décembre 1993 présentée par MM. Arthur Chung et Donald Chavez, adjoints au maire chargés des finances ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Des prélèvements et virements de crédits ci-après seront opérés dans le budget communal, exercice 1993 :

1- En section d'investissement :

1/1- crédits à prélever :

- chapitre 900 : hôtel de ville, autres bâtiments administratifs

- article 232 : travaux de bâtiments (en moins). ... 1.282.000

1/2- crédits à virer :

- chapitre 903 : équipement scolaire et culturel

- article 232 : travaux de bâtiments (en plus). 1.282.000

11- restitution des retenues de garantie école Tama Tini (2e tranche)

1/3- affectation des crédits :

- chapitre 903 : équipement scolaire et culturel	
- article 235 : autres travaux.....	250.000
(à répartir) 1- C.J.A. Tipaerui.....	160.000
2- école To'ata.....	90.000

Art. 2.— Le montant du budget communal reste inchangé.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 janvier 1994,

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET du 13 décembre 1993

portant acquisition de la nationalité française.

Article 1er.— Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

.....
Shamel (Richard, Brewer), Riverside, Californie (E.U.A.),
12-08-38, NAT, 10726 x 93-977, Dt. 45.
.....

Décret n° 94-7 du 4 janvier 1994 relatif au régime de la déduction fiscale en faveur de certains investissements réalisés dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code général des impôts, notamment les articles 199 *undecies* et 238 *bis* HA et l'annexe III à ce code ;

Vu l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 1993 n° 93-859 du 22 juin 1993,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 46 *quaterdecies* A de l'annexe III au code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du premier alinéa sont également applicables aux investissements productifs, réalisés à compter du 1^{er} juillet 1993, nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial, pour la partie de ces investissements qui n'est pas financée par une subvention publique. »

Art. 2. — Après le deuxième alinéa de l'article 46 *quaterdecies* E de l'annexe III au code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du premier alinéa sont également applicables aux souscriptions au capital de sociétés concessionnaires, définies au II de l'article 238 *bis* HA du code déjà cité et réalisées à compter du 1^{er} juillet 1993. »

Art. 3. — Au premier alinéa de l'article 46 *quaterdecies* E et à l'article 46 *quaterdecies* I de l'annexe III au code général des impôts, les mots : « le II de l'article 238 *bis* HA » sont remplacés par les mots : « le II ou le II *bis* de l'article 238 *bis* HA ».

Art. 4. — L'article 46 *quaterdecies* G de l'annexe III au code général des impôts est ainsi modifié :

Au premier alinéa, les mots : « par le II de l'article 238 *bis* HA » sont remplacés par les mots : « par le II ou le II *bis* de l'article 238 *bis* HA » ;

Au troisième alinéa, les mots : « du II de l'article 238 *bis* HA » sont remplacés par les mots : « du II ou du II *bis* de l'article 238 *bis* HA ».

Il est ajouté deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour l'application du III *ter* de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts, l'avis du ministre des départements et territoires d'outre-mer est donné dans un délai de trente jours à compter de l'envoi de la demande du ministre du budget.

« Lorsque le ministre du budget a délégué son pouvoir de décision aux directeurs des services fiscaux des départements d'outre-mer, en application des dispositions du I de l'article 1649 *nonies* du code général des impôts, l'avis est donné dans les trente jours par le préfet du département d'outre-mer concerné, représentant le ministre des départements et territoires d'outre-mer. Cet avis sera toutefois donné par le ministre lorsqu'il aura évoqué le dossier ou bien lorsque le préfet le lui aura transmis compte tenu des caractéristiques propres à la demande. »

Art. 5. — Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1994.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre du budget,
porte-parole du Gouvernement,

NICOLAS SARKOZY

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
DOMINIQUE PERBEN

DECRET n° 94-9 du 5 janvier 1994 fixant la composition des tribunaux de grande instance, des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation judiciaire ;

Vu l'ordonnance n° 81-295 du 1er avril 1981 relative à la promulgation et à la publication des lois et décrets et à l'organisation de la justice à Mayotte ;

Vu la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 portant loi de finances pour 1993, ensemble le décret n° 92-1409 du 30 décembre 1992 portant répartition, au titre du budget de la justice, des crédits ouverts par cette loi ;

Vu le décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 modifié portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 modifié pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— La composition des tribunaux de grande instance, des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel, le nombre des magistrats du siège et du parquet placés auprès des chefs des cours d'appel et la répartition des juges du livre foncier sont fixés conformément aux tableaux I, II, III et IV annexés au présent décret.

Art. 2.— Dans les cours d'appel, les tribunaux de grande instance et les tribunaux de première instance où il est procédé à la suppression d'emplois en application du présent décret, les magistrats qui se trouvent en surnombre sont provisoirement placés à la suite de la juridiction pour y exercer les fonctions dont ils étaient titulaires.

Art. 3.— Les décrets n° 92-1133 du 14 octobre 1992 et n° 93-296 du 8 mars 1993 fixant la composition des tribunaux de grande instance, des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont abrogés.

Art. 4.— Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 janvier 1994.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :
Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,
Pierre MEHAIGNERIE.

ANNEXE

TABEAU I

Composition des tribunaux de grande instance et des tribunaux de première instance

I.— MAGISTRATS DU SIEGE

D.— Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte

Siège des tribunaux	Classe	Présidents		Vice-présidents		Juges	Juges d'instruction	Juges des enfants	Juges de l'application des peines
		I.1	II	I.1	II				
Cour d'appel de Papeete Territoire de la Polynésie française									
Papeete	2	1		1	1	9	2	1	

II.— MAGISTRATS DU PARQUET

D.— Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte

Siège des tribunaux de première instance	Procureurs de la République		Substitués
	I.1	II	
Cour d'appel de Papeete Territoire de la Polynésie française			
Papeete	1		4

TABLEAU II
Composition des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel

III.— TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Siège des cours d'appel	Chambres	Premiers présidents	Présidents de chambre	Conseillers	Procureurs généraux	Avocats généraux	Substituts généraux
Papeete	1	1	1	2	1		1

ARRETE MINISTERIEL du 16 septembre 1993 portant classement de postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor.

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,
Vu le décret n° 64-96 du 27 janvier 1964 portant statut des inspecteurs du Trésor hors métropole, et notamment ses articles 3 et 4 ;
Sur le rapport du directeur de la comptabilité publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, sont classés, conformément au tableau annexé au présent arrêté, en :

- 4 trésoreries de 1^{re} catégorie ;
- 6 trésoreries de 2^e catégorie ;
- 4 trésoreries de 3^e catégorie.

Art. 2. — L'arrêté du 12 octobre 1989 portant classement de postes comptables des services déconcentrés du Trésor est abrogé.

Art. 3. — Les mesures précitées prennent effet au 1^{er} janvier 1994.

Art. 4. — Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1993.

NICOLAS SARKOZY

TABLEAU ANNEXE

DÉSIGNATION DES TRÉSORERIES
<i>Première catégorie</i>
Paierie du territoire et des établissements publics territoriaux (Nouvelle-Calédonie).
Trésorerie des îles du Vent (Polynésie).
Paierie du territoire (Polynésie).
Trésorerie de la province Sud (Nouvelle-Calédonie).
<i>Deuxième catégorie</i>
Trésorerie des centres hospitaliers territoriaux (Nouvelle-Calédonie).
Trésorerie des établissements publics (Polynésie).
Trésorerie du centre hospitalier territorial (Polynésie).
Trésorerie des îles Sous-le-Vent (Polynésie).
Trésorerie de la province Nord (Nouvelle-Calédonie).
Trésorerie de Mayotte-Municipale.
<i>Troisième catégorie</i>
Trésorerie de la province des îles Loyauté (Nouvelle-Calédonie).
Trésorerie des Archipels (Polynésie).
Trésorerie de Poindimié (Nouvelle-Calédonie).
Trésorerie des îles Australes (Polynésie).

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 décembre 1993 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme et le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R. 134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 86-620 du 14 mars 1986 relatif aux créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1990 modifié fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté du 9 mars 1990 susvisé est modifié comme suit :

« Taux unitaire applicable à tous les vols au départ des aéroports métropolitains, y compris la Corse, dont la liste figure en annexe : 29,55 F par unité de service ;

« Taux unitaire applicable aux vols au départ des aéroports d'outre-mer :

« Fort-de-France-Le Lamentin : 36,68 F par unité de service ;

« Pointe-à-Pitre-Le Raizet : 36,68 F par unité de service ;

« Cayenne-Rochambeau : 36,68 F par unité de service ;

« Saint-Denis-Gillot : 36,68 F par unité de service ;

« Nouméa-La Tontouta : 36,68 F par unité de service ;

« Tahiti-Faaa : 36,68 F par unité de service ;

« Taux unitaire réduit :

« Liaisons directes entre Fort-de-France-Le Lamentin, Pointe-à-Pitre-Le Raizet et Cayenne-Rochambeau : 18,34 F par unité de service. »

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique et le directeur de la navigation aérienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet le 1^{er} janvier 1994.

Fait à Paris, le 29 décembre 1993.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du tourisme,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général
de l'aviation civile :

Le directeur de la navigation aérienne,
P. JAQUARD

*Le ministre du budget,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le directeur adjoint,
C. BLANCHARD-DIGNAC

ANNEXE

LISTE DES AÉRODROMES SOUMIS À LA REDEVANCE POUR SERVICES TERMINAUX DE LA CIRCULATION AÉRIENNE

EN 1994
Agen-La Garenne.
Aix-Les Milles.
Ajaccio-Campo-Dell'Oro.

Angers-Avrillé.
Avignon-Caymont.
Bâle-Mulhouse.
Bastia-Poretta.

Beauvais-Tille.
 Bergerac-Roumanière.
 Béziers-Vias.
 Biarritz-Bayonne.
 Biscarosse-Parentis.
 Bordeaux-Mérignac.
 Brest-Guipavas.
 Caen-Carpiquet.
 Calais-Dunkerque.
 Calvi-Sainte-Catherine.
 Cannes-Mandelieu.
 Carcassonne-Salvaza.
 Chambéry-Aix-les-Bains.
 Châteaudun.
 Châteauroux-Déols.
 Chavenay-Villepreux.
 Cherbourg-Mauperthuis.
 Clermont-Ferrand-Aulnat.
 Colmar-Houssen.
 Cuers-Pierrefeu.
 Dax-Seyresses.
 Deauville-Saint-Gatien.
 Dijon-Longvic.
 Dinard-Pleurtuit.
 Dôle-Tavaux.
 Etampes-Mondésir.
 Figari-Sud-Corse.
 Fréjus-Saint-Raphaël.
 Grenoble-Le Versoud.
 Grenoble-Saint-Geoirs.
 Hyères-Le Palyvestre.
 Istres-Le Tubé.
 La Rochelle-Laleu.
 Lannion.
 Le Havre-Octeville.
 Le Luc-Le Cannet.
 Le Mans-Arnage.
 Le Touquet-Paris-Plage.
 Les Mureaux.
 Lille-Lesquin.
 Limoges-Bellegarde.
 Lognes-Emerainville.
 Lorient-Lann-Bihoué.
 Lyon-Bron.
 Lyon-Satolas.
 Marseille-Provence.

Meaux-Esby.
 Merville-Calonne.
 Metz-Frescaty.
 Metz-Nancy-Lorraine.
 Montpellier-Fréjorgues.
 Morlaix-Ploujean.
 Mulhouse-Habsheim.
 Muret-Lherm.
 Nantes-Atlantique.
 Nice-Côte d'Azur.
 Nîmes-Garons.
 Paris-Charles de Gaulle.
 Paris-Le Bourget.
 Paris-Orly.
 Pau-Pyrénées.
 Perpignan-Rivesaltes.
 Poitiers-Biard.
 Pontoise-Cormeilles-en-Vexin.
 Quimper-Pluguffan.
 Reims-Champagne.
 Rennes-Saint-Jacques.
 Rochefort-Saint-Agnant.
 Rodez-Marcillac.
 Rouen-Vallée de Seine.
 Saint-Brieuc.
 Saint-Cyr-l'Ecole.
 Saint-Yan.
 Saintes-Thenac.
 Saint-Etienne-Bouthéon.
 Saint-Nazaire-Montoir.
 Strasbourg-Entzheim.
 Tarbes-Ossun-Lourdes.
 Toulouse-Blagnac.
 Toulouse-Lasbordes.
 Tours-Saint-Symphorien.
 Toussus-le-Noble.
 Troyes-Barberey.
 Valence-Chabeuil.
 Vannes-Meucon.
 Vichy-Charmeil.
 Fort-de-France-Le Lamentin.
 Pointe-à-Pitre-Le Raizet.
 Cayenne-Rochambeau.
 Saint-Denis-Gillot.
 Nouméa-La Tontouta.
 Tahiti-Faaa.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Au livre I^{er} de l'annexe IV au code général des impôts, troisième partie, titre II, la section IV est complétée par un article 170 *decies* ainsi rédigé :

« Art. 170 *decies*. — I. — L'agrément prévu au III^{ter} de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts est délivré par le directeur des services fiscaux du département dans lequel le programme d'investissement est réalisé lorsque son montant total n'excède pas 10 000 000 F.

« La décision est prise par le ministre du budget lorsque le programme d'investissement est d'un montant supérieur à 10 000 000 F ou qu'il est réalisé dans plus d'un département d'outre-mer, dans un territoire d'outre-mer, dans la collectivité territoriale de Mayotte ou dans celle de Saint-Pierre-et-Miquelon ou bien lorsque l'affaire est évoquée par le ministre.

« L'agrément est également délivré par le ministre lorsqu'il concerne les investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial mentionnés au sixième alinéa du I de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts, les souscriptions au capital des sociétés concessionnaires mentionnées au cinquième alinéa du II du même article et les souscriptions au capital des sociétés en difficulté visées au II *bis* de l'article précité.

« II. — Dans les cas visés au premier alinéa du I, les demandes d'agrément, établies en cinq exemplaires, sont adressées au directeur des services fiscaux du département où sera réalisé le programme d'investissement.

« Dans les cas visés aux deuxième et troisième alinéas du I, les demandes sont transmises en cinq exemplaires à la direction générale des impôts.

« III. — Pour les programmes d'investissement placés sous le régime de la copropriété ou réalisés par l'une des sociétés ou groupements visés aux articles 8 ou 239 *quater* du code général des impôts, la demande d'agrément est faite par un représentant unique, promoteur de l'opération, gérant ou associé, qui doit remettre une copie de la décision obtenue aux investisseurs, copropriétaires ou associés. »

Art. 2. — Le directeur général des impôts et le directeur, chef du service de la législation fiscale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1994.

NICOLAS SARKOZY

ARRETE MINISTERIEL du 4 janvier 1994 relatif à la déconcentration de l'agrément prévu au III^{ter} de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts issu de l'article 30 de la loi n° 93-859 du 23 juin 1993 portant loi de finances rectificative pour 1993.

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu les articles 199 *undecies*, 238 *bis* HA, 238 *bis* HC, le I de l'article 1649 *nonies* et l'article 1756 du code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-7 du 4 janvier 1994 relatif au régime de la déduction fiscale en faveur de certains investissements réalisés dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon,

ARRETE MINISTERIEL du 31 décembre 1993 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une publication.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, en date du 31 décembre 1993, considérant que la publication intitulée *Al Moutawasset*, rédigée en langue arabe, est un écrit étranger, considérant que la mise en circulation en France de cette publication est de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de sa tonalité violemment anti-occidentale et antifrançaise, et des injures à l'égard des juifs qu'elle contient, considérant les observations présentées par l'éditeur, la circulation, la distribution et la mise en vente de la publication intitulée *Al Moutawasset*, éditée par Euro Presse Edition, sont interdites sur l'ensemble du territoire.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 3 février au 16 février 1994 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale.....	1 deutsche Mark	61,63
Australie.....	1 dollar	76,58
Autriche.....	1 schilling	8,72
Belgique.....	1 franc belge	3,00
Canada.....	1 dollar canadien	80,36
Danemark.....	1 couronne danoise	15,93
Espagne.....	1 peseta	0,76
Etats-Unis d'Amérique....	1 dollar US	106,91
Fidji.....	1 dollar	71,40
Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	160,36
Hong Kong.....	1 dollar	13,86
Italie.....	100 lires	6,36
Japon.....	100 yens	99,27
Norvège.....	1 couronne norvég.	14,36
Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	61,27
Pays-Bas.....	1 florin	55,12
Portugal.....	1 escudo	0,61
Singapour.....	1 dollar	67,51
Suède.....	1 couronne suédoise	13,58
Suisse.....	1 franc suisse	73,69

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT POUR LE MOIS DE JANVIER 1994

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 4 janvier 1994

N° 93-1384-1 MAE.AU, M. et Mme Paul Tchong, parcelle cadastrée 260, section L (lot 23 terres Faretara 1 et Papuatea 2), quartier Leverd, P.K. 4, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1387-1, Mlle Monette Hennebuis, parcelle cadastrée 238, section L (lot 5, lot 1, terre Tapere 4), P.K. 4, quartier Hennebuis, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1390-1, M. Georges Mendiola, parcelle cadastrée 241, section L (terrasse 4, lot 5, terre Tapere 4), P.K. 3,900, côté montagne, murs de soutènement.

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1321-2 MAE.AU, M. Henri Ayo, parcelle cadastrée 348, section P1 (lot G2, lot G, lot 2, terre Tamahame Tenive, Tefatufatu, Vaiopiri, Temomoea), Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation et 1 piscine ;

N° 94-4-1, M. Gustave Pons, parcelle cadastrée 1144, section T2 (lot 3, lotissement Toamiri), Pamatai, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 janvier 1994

N° 93-1272-3 MAE.AU, M. Pitès Mu, parcelle cadastrée 130, section R2 (lot 6, terre Vaiteatou), Saint-Hilaire, 1 atelier de menuiserie.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1363-1 MAE.AU, M. Jimmy Bernanos, parcelle de la terre Remu 1 à Papenoo, P.K. 15, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 janvier 1994

N° 93-1383-1 MAE.AU, Mlle Madeleine Toa, parcelle des terres Terape et Temuti à Hitiaa, P.K. 37,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1397-1, M. et Mme Ariihoro Teuira, parcelle cadastrée 23, section AC (lot A1 du lot 6 du partage du domaine Atger) à Papenoo, P.K. 14,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 6 janvier 1994

N° 93-874-3 MAE.AU, Mmes Tekau Taoutaha et Mareva Clark, parcelle cadastrée 63, section V2 (terre Tautara 1), lotissement Baccino, terrassement.

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1096-2 MAE.AU, banque Socrédo, parcelle cadastrée 33, section B (lot 1, lotissement Haapape), 1 bâtiment à usage de distributeur automatique de billets.

Travaux autorisés le 13 janvier 1994

N° 94-1-1 MAE.AU, M. et Mme Adrien Teapiki, lot 16 du lotissement de la terre Tautiti I, près de l'église adventiste, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 4 janvier 1994

N° 93-1189-1 MAE.AU, M. Titini Ariipeu, parcelle D.1 du lot D des terres Teoofa et Tevairoa partie à Afareaitu, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1328-1, M. et Mme Emmanuel Le Prado, parcelle 7 du lot 1 de la terre Tepuaraau à Afareaitu, Haumi, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1388-1, M. et Mme Laurent Boosie, parcelle B, lot 7 de la terre Paia à Haapiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 janvier 1994

N° 93-1380-2 MAE.AU, commune de Moorea-Maiao, lot 1 de la terre Momonatchiu 1 à Paopao, Maharepa, 1 réservoir de 500 m3 ;

N° 93-1417-1, M. Julien Vaitaio, parcelle cadastrée 60, section PB (partie terre Teiriri) à Papetoai, P.K. 22,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1369-1 MAE.AU, Mme Tehina Tamaititahio, lot 8 de la terre Paia à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1371-1, Mlle Annabella Faatau, parcelle de la terre Ohuamure et Taianapa à Afareaitu, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1414-1, Mlle Tina Mou Sing, lot 4, lot C, lot 4, terre Teharoto à Teavaro, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 4 janvier 1994

N° 93-1368-1 MAE.AU, M. Pierre Plenet, parcelle cadastrée 194, section AC (lot 1, terre Tahuea), P.K. 19,500, côté mer, 1 mur.

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1408-1 MAE.AU, M. Jean-François Laporte, parcelle cadastrée 53, section AP (parcelle lot 1, terre Vaitiare), P.K. 26,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 6 janvier 1994

N° 93-956-4 MAE.AU, Camica, parcelle cadastrée 59, section AN (partie terre Outuoa), P.K. 8,300, côté montagne, 1 centre pour la Fraternité chrétienne des handicapés ;

N° 93-1407-1, M. Heifara Henri Buchin, parcelle cadastrée 394, section L (lot A, parcelle D2, terre Maveraura), P.K. 11,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1350-1, M. Paul Emery, parcelle cadastrée 180, section AT (lot 50, lotissement Te Tavake Village), 1 garage.

Travaux autorisés le 12 janvier 1994

N° 93-1338-1 MAE.AU, M. et Mme Yann Allard, parcelle cadastrée 16, section BP (lot BC1, lotissement Toarotu Rahi), 1 maison d'habitation ;

N° 93-1356-1, Mme Véronica Vanfau, parcelle cadastrée 42, section BI (lot 5, parcelle 3C, terre Matatia), P.K. 10, 600, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1386-1, M. Lucien Hernandez, parcelle cadastrée 75, section BM (lot 14, lotissement Punavai Montagne), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 6 janvier 1994

N° 93-1393-1 MAE.AU, M. et Mme Pascal Auster, lot F du lotissement de la propriété Oliver à Faaone, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 janvier 1994

N° 93-1389-1 MAE.AU, Mlle Corinne Manutahi, lot 6 du lotissement de la propriété Oliver à Afaahiti, route du plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 4 janvier 1994

N° 93-1343-1 MAE.AU, M. Frédéric Lucas, lot 3 du lot 2b des terres Teiriiri, Atomaahina, Tautara à Vairao, P.K. 10,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-1360-1, M. et Mme Paul White, partie du lot 7 des terres Ninauca à Vairao, P.K. 11,700, côté mer, 1 maison d'habitation.

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS D'ENQUETE N° 94-4 ENV.

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Maurice Mutin, propriétaire de l'entreprise E.C.M.R. Maurice Mutin, en vue d'obtenir l'autorisation, au titre de la régularisation, d'exploiter un atelier de fabrication de charpentes métalliques, carrosseries industrielles et serrureries situé dans la zone industrielle de Tipaerui, dans la commune de Papeete.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 7 février 1994 et jusqu'au 8 mars 1994.

L'installation comprend les matériels suivants :

- 1 tronçonneuse de 7,35 kW ;
- 1 poinçonneuse de 4,04 kW ;
- 1 banc de tronçonnage de 11,8 kW ;
- 1 cisaille de 23 kW ;
- 1 presse plieuse de 2,20 kW ;
- 1 compresseur de 250 litres ;
- 1 pont élévateur de 3 tonnes ;
- 1 magasin atelier.

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562, Papeete, téléphone 43.24.09.

Fait à Papeete, le 24 janvier 1994.

Pour le ministre et par délégation :

Le délégué à l'environnement par intérim,
Laurent BORDE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete

NOVAVISION

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

Capital : 10.000.000 F

Siège social : PAPEETE, rue des Remparts

Immeuble FOURCADE

R.C. Papeete n° 2004 B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'E.U.R.L. NOVAVISION, tenue le 20 janvier 1994, il a été décidé d'étendre l'objet social de la société aux activités suivantes :

- la création et l'exploitation de toute activité afférant à la communication, sur tous supports et par n'importe quel procédé que ce soit, présent ou à venir. Et plus particulièrement la communication à vocation visuelle, orale, auditive ou autre, sous quelque moyen de transmission existant ou à créer ;
- que ce soit la vente, l'achat, la location, la location-gérance, la prise en charge de régie ou tout autre moyen d'exploitation existant ou à créer ;
- l'ouverture de bureaux dans le monde entier, par la création de filiales ou la prise de participation dans des entreprises existantes ou à créer.

Il en résulte la modification suivante à l'article 2 des statuts :

Ancienne mention :

Article 2 : Objet

La société a pour objet :

En Polynésie française et en tous pays :

- la production, la réalisation, le montage, le tirage, le doublage, la duplication de tous films sonores ou sur tous supports et plus particulièrement sur support vidéo ;
- l'importation, l'achat, la vente, l'exploitation, la location, la distribution, la diffusion de tous films et de tous matériels de prises de vues, banc de montage, tirage, truquage, effets spéciaux, duplication, doublage, etc. ;
- la production de spots publicitaires, films d'entreprise ;
- la création et la vente de toutes interventions publicitaires, l'exploitation de régie de presse, radio, télévision ;
- la création et l'exploitation de supports publicitaires ;
- la conception, l'édition et la vente de toutes publicités ;
- l'achat de négatifs, leurs reproductions, leurs transformations et leurs ventes en gros et en détail ;
- la société pourra faire toutes ces opérations, soit seule, soit en association sous quelque forme que ce soit, soit en participation et ce, soit en son nom personnel, soit comme commissionnaire, soit comme mandataire, ou en toute autre qualité, et elle pourra

produire et exploiter, soit par elle-même, soit par cession, location ou régie, soit de toute autre manière, sans aucune exception ni réserve, tant en France qu'à l'étranger ;

- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ;
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Nouvelle mention

Article 2 : Objet

La société a pour objet :

En Polynésie française et en tous pays :

- la production, la réalisation, le montage, le tirage, le doublage, la duplication de tous films sonores ou sur tous supports et plus particulièrement sur support vidéo ;
- l'importation, l'achat, la vente, l'exploitation, la location, la distribution, la diffusion de tous films et de tous matériels de prises de vues, banc de montage, tirage, truquage, effets spéciaux, duplication, doublage, etc. ;
- la production de spots publicitaires, films d'entreprise ;
- la création et la vente de toutes interventions publicitaires, l'exploitation de régie de presse, radio, télévision ;
- la création et l'exploitation de supports publicitaires ;
- la conception, l'édition et la vente de toutes publicités ;
- l'achat de négatifs, leurs reproductions, leurs transformations et leurs ventes en gros et en détail ;
- la création et l'exploitation de toute activité afférant à la communication, sur tous supports et par n'importe quel procédé que ce soit, présent ou à venir. Et plus particulièrement la communication à vocation visuelle, orale, auditive ou autre, sous quelque moyen de transmission existant ou à créer ;
- que ce soit la vente, l'achat, la location, la location-gérance, la prise en charge de régie ou tout autre moyen d'exploitation existant ou à créer ;
- la société pourra faire toutes ces opérations, soit seule, soit en association sous quelque forme que ce soit, soit en participation et ce, soit en son nom personnel, soit comme commissionnaire, soit comme mandataire, ou en toute autre qualité, et elle pourra produire et exploiter, soit par elle-même, soit par cession, location ou régie, soit de toute autre manière, sans aucune exception ni réserve, tant en France qu'à l'étranger ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de

création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ;

- l'ouverture de bureaux dans le monde entier, par la création de filiales ou la prise de participation dans des entreprises existantes ou à créer ;
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

"ENTREPRISE CHONSUI"

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : FAAA, P.K. 6,500

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 janvier 1994, enregistré à Papeete le 12 janvier 1994, F° 170, bordereau 4785/14, il a été établi les statuts de la société "ENTREPRISE CHONSUI" dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination sociale : "S.A.R.L. ENTREPRISE CHONSUI".

Objet : L'exploitation d'une entreprise des travaux publics, de toutes constructions d'immeubles particuliers, travaux de terrassement, nivellement et autres.

Siège social : Faa'a, P.K. 6,500.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital : 1.000.000 FCF, divisé en mille parts de mille francs CFP chacune.

Gérance : Sous l'article 13 des statuts, M. Albert CHONSUI a été nommé gérant de la société pour une durée non limitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date du 11 janvier 1994, enregistré à Papeete le 12 janvier 1994, F° 170, bordereau 4785/15,

M. CHONSUI Guillaume, demeurant à Faaa, Heiri,

A vendu à :

S.A.R.L. "ENTREPRISE CHONSUI", société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F, ayant son siège social à Faaa, P.K. 6,500, en cours d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de Papeete,

Un fonds d'une entreprise de travaux publics et autres exploité à Faaa, P.K. 6,300, pour l'exercice duquel M. CHONSUI est immatriculé au registre du commerce de Papeete sous le numéro 65A/72.

Ledit fonds comprenant :

- la clientèle ;
- le droit au bail des lieux où l'entreprise est installée ;
- le matériel d'exploitation.

Prix : 2.000.000 F CFP.

Les oppositions seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu à cet effet dans les dix jours de la dernière en date des insertions.

*Pour première insertion,
Le gérant.*

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Par-devant Me Georgic CONDE, notaire par intérim à l'Etude BRUGGMANN à Papeete, le 29 décembre 1993, M. Daniel LECOMTE, né le 28 juin 1963 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), entrepreneur en nom propre, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Tahiti sous le n° 19221-A, et Mme Alice LECOMTE, née CHOUNE le 1er octobre 1963 à Papeete, aide-soignante au C.H.T., demeurant ensemble à PAPARA, P.K. 38,200, côté montagne, mariés sous le régime de la communauté légale à la mairie de PAPARA le 17 novembre 1990, sans contrat de mariage préalable, ont convenu de changer de régime matrimonial et d'adopter pour l'avenir le régime de la séparation de biens prévu par les articles 1536 à 1543 du code civil.

La requête en homologation dudit acte a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete, le 21 janvier 1994.

*Pour extrait,
Me Eric DIENER.*

Société Civile Professionnelle
Claude VANHAECHE et Philippe CLEMENCET
Notaires associés
PAPEETE - TAHITI

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu aux minutes de la S.C.P. C. VANHAECHE et Ph. CLEMENCET, titulaire d'un office notarial à la Résidence de PAPEETE (Tahiti), 60, rue Dumont-d'Urville, les 25 et 27 janvier 1994,

Il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : S.C.I. CHUNNE.

Forme juridique : Société Civile Immobilière.

Capital social : 160.000 F CFP.

Il est divisé en 80 parts de 2.000 F chacune, numérotées de 1 à 80 réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : PIRAE, terre TAOE-VAIPAHU, lot n° 3, ou B.P. 161 PAPEETE.

Objet social : La réalisation de lotissement d'habitation et la construction en vue de la vente d'ensemble immobilier en totalité ou par fraction.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour gérant Mme CHUNG épouse CHING Pit-Ha Josette, employée de commerce, demeurant à PIRAE, rue Temarii, ou B.P. 161 PAPEETE.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE.

Pour avis,
Le notaire associé.

AUDIT PACIFIQUE

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : Immeuble Dexter, Pont de l'Est
Papeete - TAHITI
R.C.S. : 3821-B

Aux termes d'une délibération en date du 28 août 1993, la collectivité des associés a adopté la résolution suivante :

- transformation de l'E.U.R.L. en S.A.R.L. par cession de parts sociales ;
- nomination d'un second gérant en la personne de M. Christian LAURENT, demeurant à Tipaerui, Papeete.

Ancienne mention

Gérant :

Johnny ROTH, expert-comptable, demeurant à Papeete, Pic Rouge.

Nouvelle mention

Gérants :

- Johnny ROTH, expert-comptable, demeurant à Papeete, Pic Rouge ;
- Christian LAURENT, expert-comptable, demeurant à Papeete, Tipaerui.

MANAGEMENT PACIFIQUE

Société en nom collectif

au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : Papeete - Pont de l'Est
R.C.S. : 4984-B

L'assemblée générale extraordinaire du 30 décembre 1993 a décidé de dissoudre la S.N.C. MANAGEMENT PACIFIQUE par anticipation à compter de ce jour. M. Philippe LECOUSTEY a été nommé liquidateur.

Le même jour, la collectivité des associés, ayant constaté que la S.N.C. MANAGEMENT PACIFIQUE n'avait jamais eu d'activité depuis sa création le 6 décembre 1993, a décidé sa liquidation immédiate.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social de la société. La correspondance devra être envoyée et les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés à cette adresse. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué, en

annexe au registre du commerce et des sociétés, au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

TAHITI NATUREL

Société à responsabilité limitée

au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : P.K. 9, côté montagne
Taina Beach - PUNAAUIA

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 27 janvier 1994, il a été institué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : TAHITI NATUREL.

Capital : 1.000.000 F CFP.

Siège social : Punaauia, Taina Beach, P.K. 9, côté montagne.

Objet : La production, la transformation, le conditionnement, la commercialisation, la vente, l'exportation de tous produits manufacturés en Polynésie française ou originaires du Pacifique ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant de tout ou partie de ces activités, etc.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérance : La gérance est assurée par Mme Marie BENJAMIN, associé unique, demeurant à Punaauia, Taina Beach.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

La gérance.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à PAPEETE, 11, avenue Bruat

CESSION DE DROIT AU BAIL

Il résulte de deux actes demeurés au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, susnommé, le premier en date des 22 et 30 décembre 1993, enregistré à Papeete le 5 janvier 1994, folio 169, bordereau 4757/7, contenant cession de droit au bail sous condition suspensive, et le deuxième en date du 19 janvier 1994, enregistré à Papeete le 24 janvier 1994, folio 172, bordereau 4838/2, contenant constatation de réalisation de condition suspensive,

Que la S.A.R.L. POLYGRAPH BRUAT, société à responsabilité limitée au capital de 30.000.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, 10, avenue Bruat, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 824-B et à l'ITSTAT sous le n° 52720,

A cédé à la BANQUE SOCREDO, société anonyme d'économie mixte, au capital de cinq milliards de francs CFP, dont le siège est à PAPEETE, 115, rue Dumont-d'Urville, immatriculée au R.C.S. de PAPEETE sous le n° 1491/59,

Moyennant le prix de 12.000.000 F CFP,

Tous ses droits pour le temps restant à courir à compter du 1er mars 1994, au bail en date à Papeete des 23 et 27 avril 1993

consenti par Mme Augustine Viniura BULLARD, veuve non remariée de M. Emile Edouard DROLLET, demeurant à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens, d'une boutique en façade située à Papeete, 10, avenue Bruat, où la S.A.R.L. POLYGRAPHBRUAT exploite un fonds de commerce de librairie-papeterie, connu sous le nom de "POLYGRAPH BRUAT" exclu de la cession sus-énoncée.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me BRUGGMANN où domicile est élu à cet effet dans les dix jours de la dernière insertion légale.

Pour première insertion.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à PAPEETE, 11, avenue Bruat

CESSION DE DROIT AU BAIL

Il résulte de deux actes demeurés au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, susnommé, le premier en date des 22 et 30 décembre 1993, enregistré à Papeete le 5 janvier 1994, folio 169, bordereau 4757/7, contenant cession de droit au bail sous condition suspensive, et le deuxième en date du 19 janvier 1994, enregistré à Papeete le 24 janvier 1994, folio 172, bordereau 4838/1, contenant constatation de réalisation de condition suspensive,

Que Mme Paulette KUK SING, gérante de société, épouse de M. Eugène KWONG, directeur de sociétés, avec lequel elle demeure à ARUE, lotissement JAY,

A cédé à la BANQUE SOCREDO, société anonyme d'économie mixte, au capital de cinq milliards de francs CFP, dont le siège est à PAPEETE, 115, rue Dumont-d'Urville, immatriculée au R.C.S. de PAPEETE sous le n° 1491/59,

Moyennant le prix de 8.000.000 F CFP,

Tous ses droits pour le temps restant à courir à compter du 1er mars 1994, au bail en date à Papeete des 23 et 27 avril 1993 consenti par Mme Augustine Viniura BULLARD, veuve non remariée de M. Emile Edouard DROLLET, demeurant à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens, du local sis au rez-de-chaussée d'un immeuble situé à Papeete, 10, avenue Bruat, d'une superficie d'environ cinquante mètres carrés (50 m²), où Mme KWONG née KUK SING exploite un fonds de commerce de composition de texte, reproduction et reliure, connu sous le nom de "TAHITI COMPO" pour lequel elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 18461-A et exclu de la cession sus-énoncée.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me BRUGGMANN où domicile est élu à cet effet dans les dix jours de la dernière insertion légale.

Pour première insertion.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

Suivant acte reçu par Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete, le 28 janvier 1994, enregistré à Papeete le 31 janvier 1994, folio 173, bordereau 4863/10, la société CHIMECAL,

société anonyme au capital de 90.000.000 francs CFP, dont le siège est à Papeete, route du Bain-Loti, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 855-B, a cédé à la S.N.C. "Patrick CHAMBON, Veli ALLAIN & Cie" dénommée MOBILIA, société en nom collectif au capital de 1.000.000 FCFP, dont le siège social est à Papeete, Mamao, immeuble la Orana, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4761-B,

La branche importation et vente de mobiliers dépendant d'un fonds de commerce exploité à Papeete, quartier Mamao, à l'angle des avenues Georges-Clemenceau et Georges-Bambridge, connu sous le nom de CHIMECAL pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 855-B,

Moyennant le prix de dix millions (10.000.000) de francs CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 31 octobre 1993.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'étude de Me Alexandre CORMIER où domicile a été élu à cet effet, et, pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de l'insertion qui renouvellera la présente.

Pour première insertion :
A. CORMIER,
Notaire.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de PAPEETE (île de Tahiti)

SOCIETE GENERALE DE TRAVAUX APPLIQUES
par abréviation "SOGETA"

S.A.R.L. au capital de 400.000 FCFP

Siège social : MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne
R.C.S. PAPEETE n° 3483 B

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 31 janvier 1994, a décidé de dissoudre la société par anticipation, à compter rétroactivement du 31 décembre 1993.

Elle a nommé M. Marc TAPETA gérant, demeurant à MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne, en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation a été fixé à MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué en annexe, au registre du commerce, au greffe du tribunal de commerce de PAPEETE.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Durée de la société : 99 années à compter du 25 août 1988.

Nouvelle mention

Durée de la société : Dissolution anticipée à la date du 31 décembre 1993.

Pour avis et mention,
Le liquidateur.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de PAPEETE (île de Tahiti)

OHIPA TOIHA TAHITI
S.A.R.L. au capital de 12.462.000 FCF
Siège social : MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne
R.C.S. PAPEETE n° 3519 B

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 31 janvier 1994, a décidé de dissoudre la société par anticipation, à compter rétroactivement du 31 décembre 1993.

Elle a nommé Mme Manola TAPETA gérante, demeurant à MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne, en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation a été fixé à MATAIEA, P.K. 45,500, côté montagne. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué en annexe, au registre du commerce, au greffe du tribunal de commerce de PAPEETE.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Durée de la société : 99 années à compter du 3 octobre 1988.

Nouvelle mention

Durée de la société : Dissolution anticipée à la date du 31 décembre 1993.

Pour avis et mention,
Le liquidateur.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

SOCIETE TAHITIENNE D'EXPLOITATION
DES AGREGATS DE PUNARUU
(SOTAP)

Société anonyme au capital de 16.000.000 francs CFP
Siège social : Punaauia, Zone Industrielle de la Basse Punaruu
R.C.S. : Papeete n° 2037-B

REMPLACEMENT D'UN GERANT

Aux termes d'un acte reçu par Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete, les 19 et 21 janvier 1994, M. Albert Le Caill a démissionné de ses fonctions de cogérant, et M. Rexdford BROTHERSON a été nommé en remplacement.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Ancienne mention :**Gérants :*

- M. Richard BROTHERSON, demeurant à Punaauia, P.K. 15 ;
- M. Albert Le Caill, demeurant à Faa'a, P.K. 2, Pamatari.

*Nouvelle mention :**Gérants :*

- M. Richard BROTHERSON, demeurant à Punaauia, P.K. 15 ;
- M. Rexdford BROTHERSON, demeurant à Punaauia, P.K. 15,200, côté montagne.

Pour avis,
A. CORMIER, notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : S.N.C. M.M.

Capital social : Le capital social est fixé à 400.000 F CFP, il est divisé en 200 parts sociales de 2.000 chacune, numérotées de 1 à 200 intégralement libérées.

Le capital a été déposé sous le compte Socredo OG372B, agence Pomare, Papeete.

Siège social : Punaauia, P.K. 12,6, côté montagne.

Objet : Coiffure homme, femme, enfant, la vente y afférente, la parfumerie et tout négoce se rapportant sous quelque forme que ce soit à la profession.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce.

Clause restreignant la libre disposition des parts : Les conditions d'agrément des cessionnaires sont prévues par l'article 8 des statuts.

Gérance : Elin P. demeurant à Paœa.

Immatriculation au R.C. : La société sera immatriculée au registre du commerce de Papeete.

Les statuts ont été établis sous seing privé le 1er février 1994 à Papeete. Ils contiennent toutes les énonciations requises par la loi.

Pour unique insertion.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION TE UT API NO TTAINE**

Modification des statuts
(5 janvier 1994)

Le siège de l'association se situe désormais à PAMATAI, quartier VONGUE, P.K. 3,300, côté montagne, FAAA.

**FEDERATION DES COOPERATIVES
DES ECOLES PUBLIQUES DE PAEA**

Changement d'appellation
(8 novembre 1993)

La "Fédération des coopératives des écoles de Paœa" portera désormais le nom de "Fédération des coopératives des écoles publiques de Paœa".

LOTO NATIONAL N° 4

Premier tirage du mercredi 26 janvier 1994 : 6 11 15 16 29 39

Numéro complémentaire : 33

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	0	—
5 bons numéros + numéro complémentaire	21	1.500.727
5 bons numéros	638	170.000
4 bons numéros	42.925	2.709
3 bons numéros	892.183	181

Deuxième tirage du mercredi 26 janvier 1994 : 1 2 4 16 20 22

Numéro complémentaire : 34

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	5	27.091.727
5 bons numéros + numéro complémentaire	42	688.909
5 bons numéros	1.358	74.818
4 bons numéros	66.682	1.581
3 bons numéros	1.057.240	145

LOTO NATIONAL N° 4

Premier tirage du samedi 29 janvier 1994 : 3 6 11 14 43 46

Numéro complémentaire : 22

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	1	198.725.636
5 bons numéros + numéro complémentaire	16	1.201.000
5 bons numéros	593	111.727
4 bons numéros	34.421	2.454
3 bons numéros	633.371	254

Deuxième tirage du samedi 29 janvier 1994 : 10 23 24 26 36 41

Numéro complémentaire : 35

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	2	198.210.909
5 bons numéros + numéro complémentaire	11	1.676.272
5 bons numéros	349	179.545
4 bons numéros	22.224	3.636
3 bons numéros	498.514	309

AVIS RELATIF AUX TIRAGES DU LOTO NATIONAL N° 05

Ces tirages auront lieu, en principe, aux dates et heures suivantes :

Mercredi 2 février 1994 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 05/M ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 05/M.

Samedi 5 février 1994 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 05/S ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 05/S.

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU MERCREDI DU LOTO NATIONAL N° 405

Pour le 2^e tirage du loto n° 405 du mercredi 2 février 1994, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du loto national, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette de prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 272.727.272 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration
de la Pacifique des jeux,
Daniel SPARZA.*

AVIS RELATIF AU JEU INSTANTANÉ DÉNOMMÉ "BANCO"

La Française des Jeux et La Pacifique des Jeux arrêteront, sur le territoire de la Polynésie française, le jeu instantané dénommé "Banco" à compter du 1^{er} février 1994.

Les joueurs pourront recevoir les gains du jeu dénommé "Banco" dans les conditions et délais fixés au règlement du jeu dénommé "Banco" en date du 9 juin 1992 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 11 juin 1992. En conséquence, le droit de revendication des lots au titre des émissions des tickets du jeu dénommé "Banco" pourra s'exercer jusqu'au 2 mars 1994 inclus.

Fait à Papeete, le 25 janvier 1994.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Daniel SPARZA.*

COMITE TERRITORIAL DE LA JEUNESSE DE POLYNESIE FRANÇAISE TE TAMA TIA HOU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 décembre 1993)

Président	: VAHIRUA Pascal
Vice-président	: GUIGO Henri
Secrétaire général	: TEHIVA Raphaël
Secrétaire adjointe	: REVAULT Léone
Trésorier	: TIRAO Aldo
Trésorière adjointe	: BENNETT Laïza
Assesseurs	: TAEA Rémi TEARIKI Sylvie

FEDERATION TAHITIENNE DE PETANQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 janvier 1994)

Président	: RAOULX Frédéric
Vice-président	: BOUGUES Marc
Secrétaire générale	: MANATE Anita
Secrétaire général adjoint	: ALVES Lindsey
Trésorier général	: TCHEOU Daniel
Trésorier général adjoint	: AH SCHA Jean-Marie
Commissaires aux comptes	: VAN BASTOLAER Alfred TEREMATE Raymond
Membres	: ATEO Nicolas MENDIOLA Jean-Marie TAHARIA Emile TCHING Terii PEREZ Louis

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE DE TAIMOANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 octobre 1993)

Président d'honneur	: JUVENTIN Jean
Présidente	: APA Puaihina
1 ^{re} vice-présidente	: TURI Odette
2 ^e vice-présidente	: TAAMINO Hélène
Secrétaire général	: WONG Mose
Secrétaire général adjoint	: TEARIKI Tetuanui
Trésorier	: LEJEUNE Roland
Trésorière adjointe	: WOHLER Hortense
Assesseurs	: HUAATUA Mauriroroarii YUMAIN Yves FAREMIRO Anna KATO Simone
Membre honoraire	: TERIIEROOITERAI Patrick

ASSOCIATION AIR SPORT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 décembre 1993)

Président	: ARNOULD Jacques
Secrétaire	: REY Roger
Trésorier	: ROMERO Jean-Jacques

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'INTERNAT
DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE MAKEMORENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 septembre 1993)

Président	: GEAY Maurice
Vice-président	: TOKORAGI Raphaël
Secrétaire générale	: PITO Pauline
Secrétaire adjointe	: MAUI Emilienne
Trésorier général	: TUPAHURURU Thomas
Trésorière adjointe	: RAVEA Reia
Commissaires aux comptes	: MAIROTO Tevahine MARITERAGI Vehi

ASSOCIATION TAHITI FUN CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 janvier 1994)

Président	: CABANES André
Vice-président	: TCHING Thierry
Secrétaire	: LE GOFF Fabienne
Secrétaire adjointe	: TANGAROA Estelle
Trésorier	: LIU SING Alain
Trésorier adjoint	: CIVIDINO Christian
Commissaire de course	: HUNTER Maïma

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE TERRITORIALRENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 novembre 1993)

Présidente	: TIMIONA Vaiti
Vice-président	: TINIRAUARII Francis
Secrétaire	: LUCAS Nerva
Secrétaire adjointe	: GAZEAU Dominique
Trésorier	: LAHCENE Mohamed
Trésorier adjoint	: LAINE Sylvain

COOPERATIVE SCOLAIRE AMATAHIAPO TUATAHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 octobre 1993)

Présidente	: PENI Colette
Secrétaire	: CASPAR Ginette
Secrétaire adjoint	: ARAI Paul
Trésorière	: AUMERAN Henriette
Trésorier adjoint	: NEUBERT Alexandre

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE VAITAHERENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 1993)

Présidente	: HART Simone
1re vice-présidente	: BOUBEE Eliane
2e vice-président	: PRATX Hiro
Secrétaire	: GUILLOUX Jean-Marc
Secrétaire adjointe	: HART Maina
Trésorière	: GUILLOUX Virginia
Trésorier adjoint	: BECQUET Mildred

AMICALE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 janvier 1994)

Président d'honneur	: MARUAE Gérard
Président	: TAPAKIA Daniel
Vice-présidente	: VANAA Emma
Secrétaire	: PERE Claude
Secrétaire adjointe	: CHEUNG Ilda
Trésorier	: FREBAULT Henri
Trésorier adjoint	: OOPA Philippe

LIGUE REGIONALE DE TENNIS
DE POLYNESIE FRANÇAISERENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 1993)

Président	: LAURENT Guy
Vice-présidents	: AH SCHA Jean-Marie PIERREFITTE Jean-Pierre
Secrétaire général adjoint	: ROCKA Benjamin
Trésorier général	: BRANDELY Thierry
Trésorier général adjoint	: MATA André
Assesseur	: SACAULT Francky

SYNDICAT DES PECHEURS, AGRICULTEURS
ET ELEVEURS DE REKA REKA, HAORENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 juillet 1993)

Présidente	: TEHIVA Rakura
Vice-président	: MOARII Emile
Secrétaire	: TUAHINE Dora
Secrétaire adjoint	: TUAHINE Tehei
Trésorier	: TUAHINE Tufaarahia
Trésorier adjoint	: TUAHINE Tehiva
Assesseur	: TUAHINE Rogo

ASSOCIATION IMIRAU-CLUB

Dissolution de l'association

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 8 janvier 1994, il a été décidé de dissoudre l'association.

COMITE SOUTIEN DES PAROISSES
DE PUTUAHARA ET OTEPIPI"TOMITE TURU NONA PAROITA
NO PUTUAHARA E OTEPIPI"
anciennement dénomméCOMITE PAROISSIAL SAINT-ETIENNE DE ANAA
"TOMITE PAROITA SAINT-ETIENNE NO ANAA"RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 décembre 1993)

Président d'honneur	: TEAVE Papu
Président	: FATUPUA Pono
Vice-présidents	: WILLIAMS René ANANIA Patirita POU Hélène
Secrétaire général	: NUI Clément
Secrétaire général adjoint	: FATUPUA Jacinthe
Trésorière générale	: YIP Augustine
Trésorier général adjoint	: TEATA Marcélino

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MAEHAA NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 1993)

Président	: LUCAS Edouard
Vice-présidente	: FULLER Adèle
Secrétaire	: KAMALAMALAMA Vahineura
Secrétaire adjointe	: MAMA Florence
Trésorière	: AMARU Vahinerii
Trésorière adjointe	: SANQUER Juliana

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
VAITAE MATERNELLERENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 novembre 1993)

Présidente	: HAHE Yolande
Vice-présidente	: IHORAI Poéma
Secrétaire	: MU Moeata
Secrétaire adjointe	: CONSTANT Vaihere
Trésorier	: NEUFFER Massamy
Trésorière adjointe	: RATIA Josiane
Assesseurs	: DES ARCIS Marie Joëlle BROTHERS Kathy GUILLOTS Jacques

ASSOCIATION TE HERE O TE TAMA

Extraits de statuts

Il est fondé, le 21 janvier 1994, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, une association dite "Association TE HERE O TE TAMA".

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé quartier Mission, rue de l'Evêché, au sein de la garderie Tamatoa, téléphone 42.58.68, B.P. 9376 Motu Uta.

L'association a pour objectifs :

- de rassembler, sans distinction d'opinions politiques, culturelles, philosophiques, religieuses, ni d'origines ethniques, tous les responsables de crèches, jardins d'enfants ou garderies qui se reconnaissent dans les objectifs qu'elle poursuit et qui y adhèrent ;
- de défendre les intérêts moraux, matériels, professionnels et économiques de ses adhérents ;
- d'œuvrer en faveur de l'enfance en général, et notamment en faveur de l'enfance défavorisée en Polynésie française ;
- d'étudier toutes les questions d'ordre professionnel, économique et social intéressant l'activité de ses adhérents et de rechercher les moyens de les résoudre ;
- de coordonner l'action de l'association auprès des pouvoirs publics ;
- de participer à la création de toutes institutions territoriales d'intérêts collectifs, professionnels ou sociaux ;
- de favoriser, au plan territorial ou national, le dialogue, la concertation et les échanges avec les autres organisations en charge de l'enfance et qui partagent les mêmes objectifs sociaux ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents, aux parents et au public du rôle social, économique et culturel qu'ils ont à remplir dans la société polynésienne actuelle et future ;
- d'accroître l'émancipation économique et sociale de ses adhérents et de son personnel par des actions de formation et d'information appropriées ;
- l'association TE HERE O TE TAMA est apolitique. Nul ne peut, en conséquence, se servir de son titre de responsable de l'association dans un acte politique ou électoral quelconque.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VJEVILLE Michèle
Vice-présidente	: PICARDEAU Claudie
Secrétaire générale	: DE BRACO Cécilia
Secrétaire adjointe	: MAONI Lina
Trésorière générale	: EBB Mareva
Trésorière adjointe	: FICHTER Lina
Assesseur	: TALHOUET Muriel

Récépissé n° 94-161 MFR/AA du 28 janvier 1994.

Rectificatif à la Coopérative scolaire de l'école primaire de PAMATAI, parue au J.O.P.F. n° 48 N.C. du 9 décembre 1993 à la page 2116.

Au lieu de : Coopérative scolaire de l'école primaire de PAMATAI ;

Lire : Association des parents d'élèves de l'école primaire de PAMATAI.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION TIPAERUI GRAND

Extraits de statuts

L'association dite "TIPAERUI GRAND", fondée le 2 décembre 1993, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de favoriser l'épanouissement des familles du lotissement TIPAERUI GRAND par le développement d'activités culturelles, artistiques et sportives. L'association met l'accent sur la formation et se propose d'apporter un encadrement approprié pour les jeunes afin d'aider ces derniers à s'adapter dans le lotissement "TIPAERUI GRAND" de PAPEETE.

Elle a son siège social à Tipaerui, lotissement Grand, n° 78, chez le président.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TETAUIRA Nestor
Vice-présidente	: PAPAÏ Ahui
Secrétaire	: TUHOE Geneviève
Secrétaire adjointe	: TUPAEHIROA Youlène
Trésorière	: RICHMOND Ingrid
Trésorière adjointe	: FAARAHIA Puahea
Assesseurs	: HUNTER Nelson TANO Nick

Récépissé n° 94-119 MFR/AA du 24 janvier 1994.

TE CENTURY TOA ENANA

Extraits de statuts

La dénomination est "TE CENTURY TOA ENANA".

Cette association a pour but la pratique et l'enseignement du tir à l'arc, à l'arbalète, le tir aux armes à feu dans toutes les disciplines reconnues par les fédérations sportives.

Son siège est à Hakahau, commune de Ua Pou (îles Marquises). Le conseil d'administration a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le transférer dans la même ville par simple décision.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: QUINET Serge
Vice-président	: BRUNEAU Jean-Claude
Secrétaire	: BRUNEAU Hugon
Secrétaire adjoint	: BRUNEAU Ferdinand
Trésorier	: DEZA Jean-Luc
Trésorier adjoint	: APUARII Claude

Récépissé n° 93-2797 MFR/AA du 4 janvier 1994.

TAROT CLUB TAHITIEN (TACT)

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour titre TAROT CLUB TAHITIEN ("TACT").

Cette association a pour but la pratique du jeu de tarot et sa promotion en Polynésie française.

Le siège social est fixé à Punaauia, centre commercial Lotus, local 8 bis.

La durée de l'association n'est pas limitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RAIOS José
1er vice-président	: SEIGNEURIN Pierre
2e vice-président	: GUILLE Patrice
Secrétaire	: LEJEUNE Guy
Secrétaire adjointe	: DROUET Dominique
Trésorière	: GRELLIER Solange
Trésorière adjointe	: DESVIGNES Denise

Récépissé n° 94-209 MFR/AA du 1er février 1994.

ASSOCIATION SPORTIVE HITI-TOA

Extraits de statuts

Le trente décembre mille neuf cent quatre-vingt-treize, il est créé une association sportive appelée : "HITI-TOA".

L'association sportive "HITI-TOA" a pour but de réunir des jeunes pour la pratique de la pirogue.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à MAHINARAMA (lot n° 9).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PEREZ Antonio
Vice-président	: NENA Tauhiti
Secrétaire	: PEREZ Maryel
Secrétaire adjointe	: NENA Alicia
Trésorier	: PEREZ Tamatoa
Trésorier adjoint	: KECK William

Récépissé n° 94-136 MFR/AA du 25 janvier 1994.

T A R I F**des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique****I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

	POLYNÉSIE FRANÇAISE	NOUVELLE CALÉDONIE	FRANCE et DOM-TOM	ÉTRANGER	ANNONCES et AVIS
		Voie aérienne	Voie aérienne	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales : - la ligne 225 frs - les mêmes renouvelées 90 frs
Número	180	220	275	355	Publications des associations philanthro- piques, littéraires, scientifiques, sportives, coopératives, syndicales, etc. : - la ligne 160 frs
Abonnement 6 mois	2.730	4.085	5.135	7.230	
Abonnement 1 an	4.950	7.500	9.690	13.950	